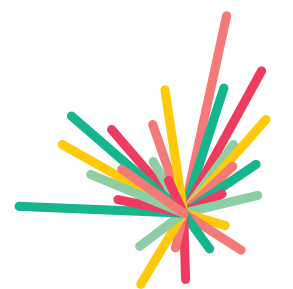


# COMPTE ADMINISTRATIF 2023



**BORDEAUX  
MÉTROPOLE**



**L'année 2023 est marquée à la fois par la forte inflation impactant les coûts de réalisation des projets et des mesures de soutien du pouvoir d'achat des agents. La conséquence financière de ces deux éléments, couplé à une accélération des réalisations du programme d'investissement entraînent un financement accru par l'emprunt sans menacer la bonne tenue de l'autofinancement.**

## En résumé

L'année 2023 a été marquée par la forte inflation qui a impacté très fortement les prix de l'énergie et de l'alimentation, les taux d'intérêt et par la suite, l'ensemble des coûts de réalisation des projets de la métropole, en fonctionnement et en investissement. Des mesures de soutien du pouvoir d'achat des agents, tant au niveau national qu'au niveau de la Métropole conduisent à une hausse des dépenses de masse salariale de 6,58%.

En outre, plusieurs changements majeurs et événements exceptionnels se traduisent dans les mouvements financiers de l'année :

- Le transfert de la compétence eau potable à la Régie « L'eau Bordeaux Métropole » a été effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2023, avec le transfert de 70 ETP de la Métropole vers la Régie.
- La nouvelle délégation de service public des transports en commun est également entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023, avec un nouveau maillage de trajets en autobus et la mise en service de la desserte aéroportuaire du tram A.

L'organisation de plusieurs matchs de la Coupe du monde de rugby, la préparation des JO Paris 2024 ou l'arrivée du tour de France ont donné lieu à des dépenses non récurrentes.

Au total, les dépenses de fonctionnement progressent de 11,96% (1 090,25 M€).

Ces dépenses s'accompagnent de fortes hausses des recettes fiscales de 6,1% grâce à la revalorisation des bases locatives et du dynamisme économique de la métropole. En lien avec la fin de la DSP transport ou la renégociation avec les Girondins de Bordeaux, d'importantes reprises de provisions viennent également abonder les recettes de fonctionnement.

Ainsi l'ensemble des recettes de fonctionnement hors produits de cession mais en incluant les reprises de provisions progressent de 12,64%, permettant une amélioration de l'épargne de gestion de 15% et in fine, une amélioration de l'épargne nette de 15% également.

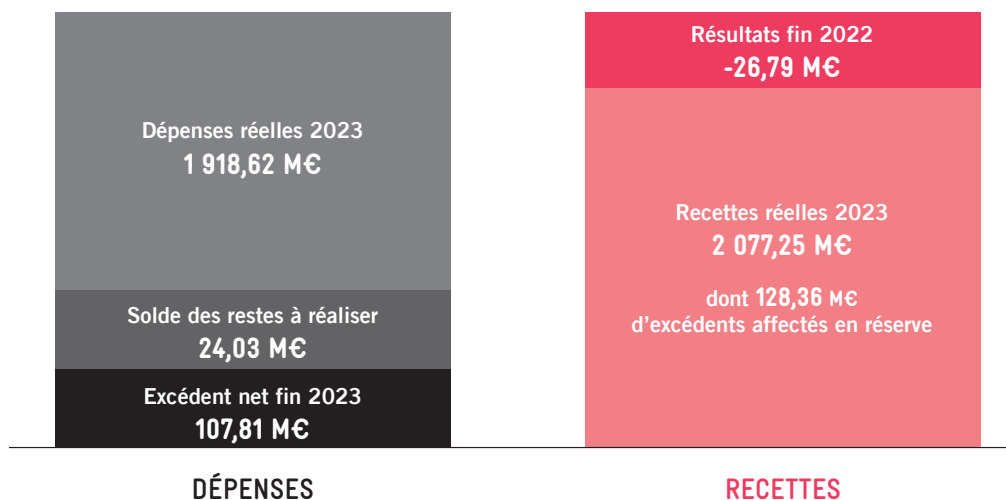
La bonne tenue de l'autofinancement, complétée par un fort recours à l'emprunt (330 M€ contre 169 M€ en 2022) permet de financer un niveau record de dépenses d'investissement en 2023 de 731 M€ hors remboursements de la dette. C'est la conséquence d'une accélération des réalisations du programme d'investissement qui concerne l'ensemble des politiques publiques métropolitaines

Au global, tous budgets confondus, en mouvements réels consolidés, les principaux indicateurs de l'exercice 2023 sont les suivants :

- Les **dépenses totales** s'élèvent à **1 918,62 M€ (+13,61%)**,
- Les **recettes totales** atteignent **2 077,25 M€ (+18,35%)**,
- Le niveau d'**épargne nette** augmente de **15,06%** (221,02 M€) ;
- et la **capacité de désendettement** est quasiment stable à 4,70 ans, pour 4,36 années en 2022 en deçà de celle anticipée lors des orientations budgétaires de 5,4 années (pour les 3 principaux budgets).

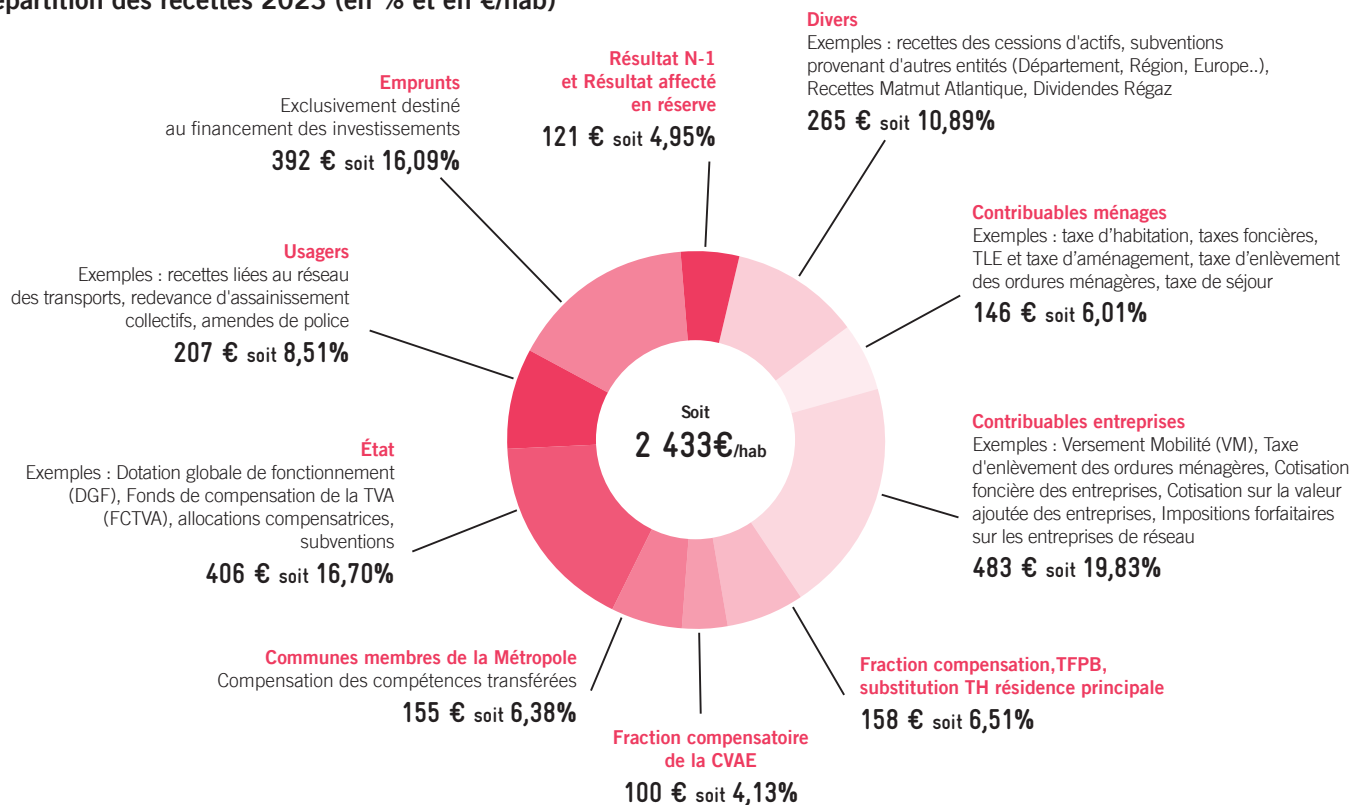
# Masses budgétaires en flux réels consolidés du CA 2023 tous budgets confondus

## Masses budgétaires et résultats 2023 :



## D'où viennent les recettes 2023 ?

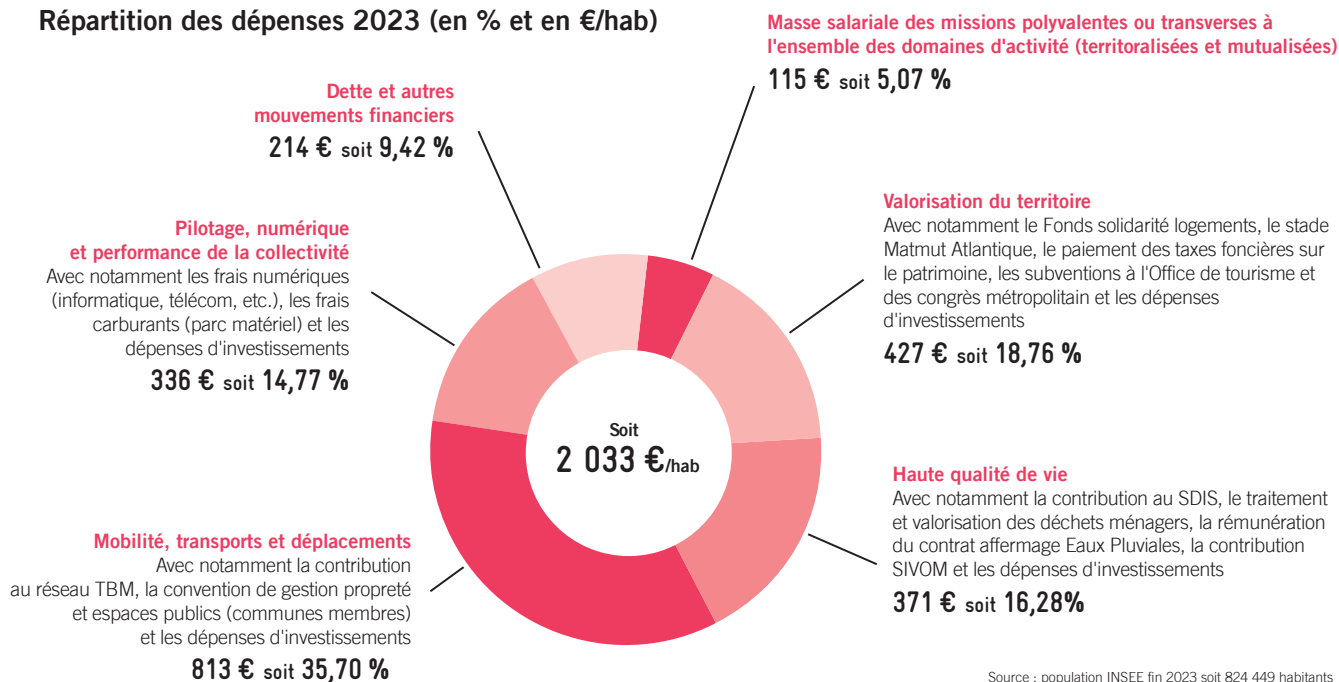
### Répartition des recettes 2023 (en % et en €/hab)



Source : population INSEE 2023 soit 842 622 habitants

## À quoi ont servi les dépenses 2023 ?

### Répartition des dépenses 2023 (en % et en €/hab)



Des ratios de gestion qui progressent sous l'effet d'une progression plus rapide des recettes que des dépenses mais aussi d'un niveau important de reprises de provisions au sein de la métropole, avec une capacité de désendettement se maintenant à un niveau acceptable à fin 2023

Principaux ratios de gestion en M€ (*)	2022	2023	Évolution en %
Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions d'actif)	1 250,21	1 408,22	12,64 %
Dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette	956,17	1 068,31	11,73 %
<b>Épargne de gestion</b>	<b>294,03</b>	<b>339,91</b>	<b>15,60 %</b>
Frais financiers	17,62	21,94	24,53 %
<b>Capacité d'autofinancement (Épargne brute)</b>	<b>276,41</b>	<b>317,97</b>	<b>15,04 %</b>
Remboursement en capital de la dette	84,32	96,95	14,98 %
<b>Épargne nette (disponible)</b>	<b>192,09</b>	<b>221,02</b>	<b>15,06 %</b>
<b>Épargne nette / dépenses d'investissement hors dette</b>	<b>30,46 %</b>	<b>30,22 %</b>	<b>-0,79 %</b>
<b>Encours de dette au 31 décembre</b>	<b>1 205,83</b>	<b>1 494,72</b>	<b>23,96 %</b>
<b>Capacité de désendettement (en années)</b>	<b>4,36</b>	<b>4,70</b>	<b>7,76 %</b>

(\*) montants arrondis

# Un résultat net en progression avec un volume de recettes qui dépasse la barre des 2 Md€

Tous budgets confondus, hors résultats antérieurs reportés et hors mouvements d'ordre et mouvements inter budgets, les **recettes réelles totales progressent de 18,35%** en 2023 avec un montant annuel qui s'élève à **2 077,25 Md€**. De leur côté, **les dépenses réelles sont en hausse de +13,61%** pour atteindre **1 918,62 Md€**.

**2 077 249 € de recettes**  
et **1 918 620 € de dépenses en 2023**

Le déficit en section d'investissement s'atténue, passant de 240,33 M€ en 2022 à -117,76 M€ (+ 26%). En effet, bien que les dépenses (hors dette) sont en hausse de +15,97% avec +100,74 M€ supplémentaire pour atteindre 731,42 M€ de dépenses annuelles (hors dettes), les emprunts contractés au cours de l'année 2024 à hauteur de 330 M€ (contre 169 M€ en 2022) en progression de +95,27% avec un volume complémentaire de +161 M€ en recettes, impactent significativement le résultat de la section d'investissement.

**Le résultat brut de clôture quant à lui progresse de +30,55% portant son montant à 131,83 M€.**

Ce résultat brut est aussi impacté positivement par le **rebond de l'excédent annuel de fonctionnement** qui augmente **pratiquement de +9,72%** à 336,39 M€ (306,60 M€ en 2022) et par les résultats de clôture antérieurs en diminution de -117,42% (-26,79 M€ contre 34,61 M€ en 2022). Ces baisses sont toutefois à relativiser dans une perspective de moyen terme dans la mesure où elles intègrent également des volumes importants de provisions constituées dans le cadre de règles de gestion prudentielle (35,14 M€ pour l'ensemble des budgets dont 7,63 pour le seul budget principal).

Après prise en compte des restes à réaliser<sup>1</sup>, **le résultat net de clôture de l'exercice 2023 ressort, tous budgets confondus, à 107,80 M€**, en augmentation de 35,43% par rapport au résultat net fin 2022 (79,60 M€).

À noter par ailleurs que le solde des **restes à réaliser**

En M€ (*)	2022	2023	Évolution en %
<b>Recettes réelles globales (y compris l'excédent affecté en réserve)</b>	<b>1 755,17</b>	<b>2 077,25</b>	<b>18,35 %</b>
<b>Dépenses réelles globales</b>	<b>1 688,79</b>	<b>1 918,62</b>	<b>13,61 %</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>66,39</b>	<b>158,63</b>	<b>138,95 %</b>
<b>Résultat antérieur reporté</b>	<b>34,61</b>	<b>-26,79</b>	<b>-177,42 %</b>
<b>Excédent brut fin d'exercice</b>	<b>100,98</b>	<b>131,83</b>	<b>30,55 %</b>
<b>Solde des restes à réaliser (reports)</b>	<b>-21,38</b>	<b>-24,03</b>	<b>12,36 %</b>
<b>Excédent net fin d'exercice</b>	<b>79,60</b>	<b>107,81</b>	<b>35,43 %</b>

(\*) montants arrondis

**à financer fin 2023** s'élève à 24,02 M€.

Ce résultat net intègre par ailleurs des situations très diverses selon les entités financières et se décompose de la manière suivante sur les principaux budgets de Bordeaux Métropole :

en millions d'euros (*)	Résultat brut fin 2023	Restes à réaliser dépenses	Restes à réaliser recettes	Résultat net 2023	rappel résultat net 2022
<b>Budget principal</b>	<b>22,32 M€</b>	<b>115,37 M€</b>	<b>100,41 M€</b>	<b>7,36 M€</b>	<b>3,75 M€</b>
<b>Budget Transport</b>	<b>8,92 M€</b>	<b>6,14 M€</b>	<b>1,01 M€</b>	<b>3,79 M€</b>	<b>2,14 M€</b>
<b>Budget Assainissement</b>	<b>28,55 M€</b>	<b>2,36 M€</b>	<b>-</b>	<b>26,19 M€</b>	<b>22,75 M€</b>
<b>Budget Déchets ménagers</b>	<b>64,91 M€</b>	<b>1,60 M€</b>	<b>0,00 M€</b>	<b>63,30 M€</b>	<b>42,61 M€</b>
<b>Budget Réseau de chaleur</b>	<b>1,69 M€</b>	<b>0,47 M€</b>	<b>-</b>	<b>1,22 M€</b>	<b>1,75 M€</b>
<b>Autres budgets</b>	<b>5,44 M€</b>	<b>12,51 M€</b>	<b>13,02 M€</b>	<b>5,94 M€</b>	<b>6,60 M€</b>
<b>TOTAL</b>	<b>131,83 M€</b>	<b>138,47 M€</b>	<b>114,44 M€</b>	<b>107,81 M€</b>	<b>79,60 M€</b>

(\*) montants arrondis

**Le résultat net du budget principal est de 7,35 M€ fin 2023**, soit une hausse de **+96%** par rapport à 2022.

Cela s'explique tout particulièrement par une progression continue des dépenses du programme d'équipement (+96,61 M€)

<sup>1</sup> restes engagés fin 2023 dont les crédits seront reportés en 2024

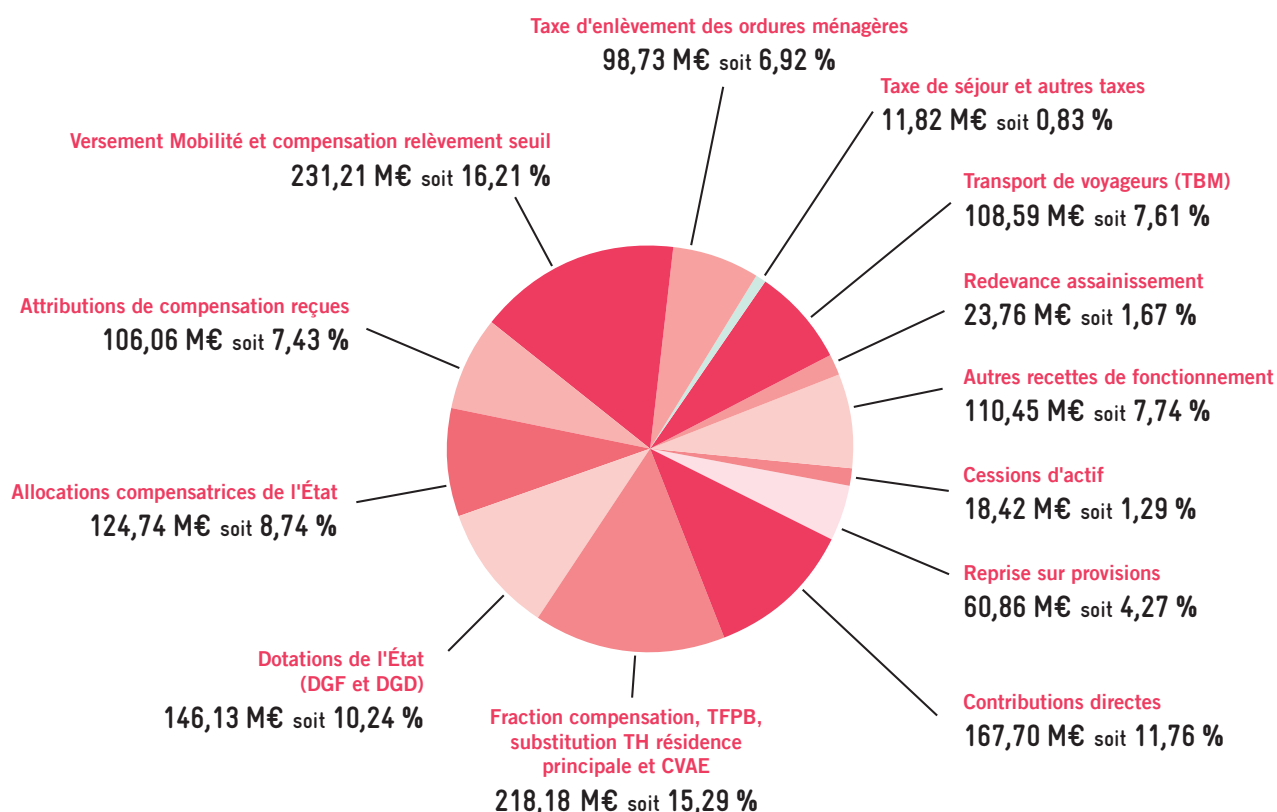
# Des recettes de fonctionnement en hausse, malgré des dotations d'État qui continuent de diminuer

Les recettes réelles de fonctionnement, hors excédent antérieur reporté, s'élèvent au total à **1 426,64 M€**, contre 1 280,40 M€ en 2022, soit une augmentation de 11,42 %.

**Hors cessions d'actif (18,42 M€) et hors reprises de provisions (60,86 M€)<sup>2</sup>**, elles s'élèvent à 1 347,36 M€ et **augmentent de +8,44 %** (1 242,53 M€ en 2022), portées essentiellement par la dynamique des recettes transport de voyageurs TBM (+34,81 %), ainsi que par la fiscalité indirecte (+5,43 %) et la fraction de TVA en remplacement de la Taxe d'habitation sur les résidences principales (+2,73 %) et la fraction compensatoire de la CVAE (84,63 M€).

## Ventilation des recettes de fonctionnement (1 426,64 M€) en 2023

Répartition des recettes de fonctionnement 2023 (en % et en M€)



## Progression des ressources fiscales, mais des dotations qui poursuivent leur baisse

Hors attributions de compensations reçues, les recettes fiscales de la Métropole comprennent les contributions directes, la fraction de TVA (en remplacement de la Taxe d'habitation sur les résidences principales - THrp), la fiscalité indirecte et autres fiscalités, les allocations compensatrices versées par l'État ainsi que la fiscalité affectée.

**Les contributions directes** proviennent de la **fiscalité dite « économique »**, perçue sur les entreprises, avec la cotisation foncière des entreprises (CFE), les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER), la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM), et la **fiscalité dite « ménages »** perçue essentiellement sur les particuliers avec la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux

non affectés à l'habitation principale (THRSAL), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) et la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TA-TFPNB).

À compter de 2021, avec la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THrp), Bordeaux Métropole perçoit **une fraction de TVA nationale**. Cette fraction de TVA versée en 2021 correspond au produit de THrp 2020 de Bordeaux Métropole (y compris les rôles supplémentaires perçus en 2021 au titre de 2020). Depuis 2022 (année N), Bordeaux Métropole voit le montant de cette fraction de TVA évoluer de la dynamique de TVA effective entre l'année N-1 et l'année N.

<sup>2</sup> Ces recettes présentant un caractère non récurrent sont toujours retraitées pour analyser la robustesse des épargnes.

La **fiscalité indirecte et les autres fiscalités** regroupent la taxe de séjour, le reversement du prélèvement sur les jeux et les paris hippiques ainsi que l'affectation à la Métropole du prélèvement opéré sur les communes pour insuffisance de logements sociaux (article 55 de la loi Solidarité renouvellement urbain - SRU).

Les **allocations compensatrices versées par l'État** sont réparties entre les allocations « ancien régime » avec les compensations relatives à la contribution économique territoriale (CET), aux taxes foncières sur les propriétés non bâties et, à compter de 2021, la compensation de CFE suite à l'abattement de 50 % de la valeur locative des locaux

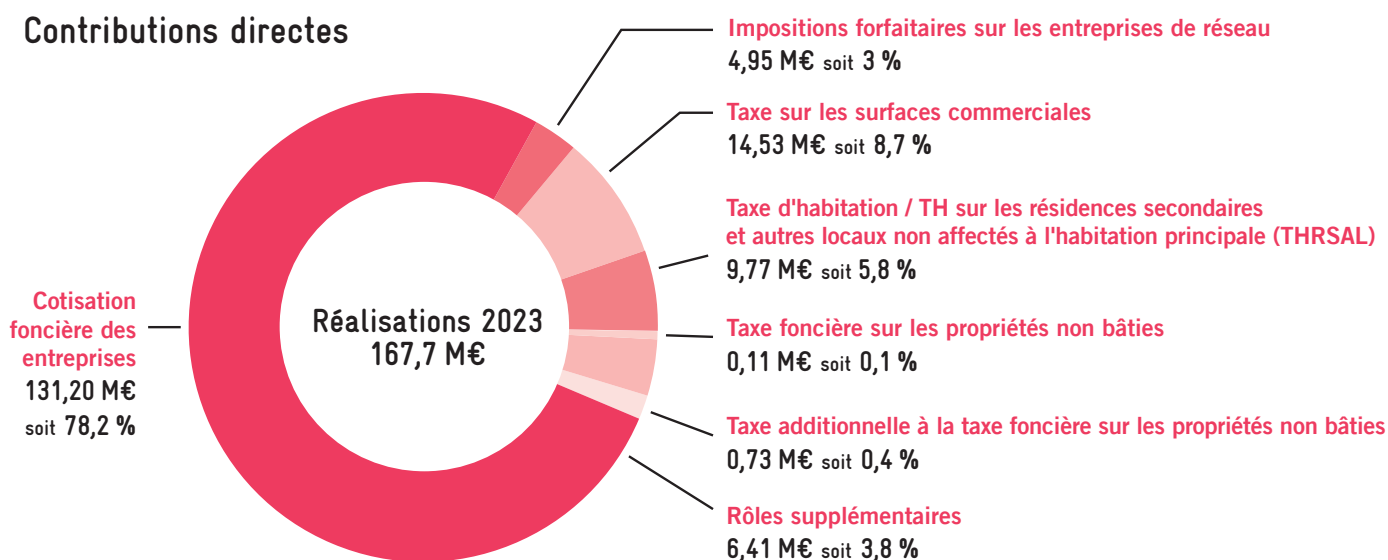
industriels, les allocations compensatrices « nouveau régime » avec la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR).

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ainsi que le versement mobilité (VM) constituent la **fiscalité « affectée »** perçue par la Métropole.

Par ailleurs, au titre des **dotations versées par l'État**, Bordeaux Métropole perçoit la dotation globale de fonctionnement (DGF), la dotation générale de décentralisation (DGD) « transports scolaires ».

Recettes fiscales et dotations (en M€)	2022	2023	Évolution de 2022 à 2023 (réalisé)	
	Réalisé	Réalisé	en valeur	en %
<b>Contributions directes</b> (CFE, CVAE, IFER, TASCOM, TH, TFPNB, TA-TFPNB et rôles supplémentaires)	218,08	<b>167,70</b>	-50,38	-23,10 %
<b>Fraction compensation, TFPB, substitution TH résidence principale</b>	130	<b>133,55</b>	3,55	2,73 %
<b>Fraction de TVA</b> (en compensation de la suppression de la CVAE)	0	<b>84,63</b>	84,63	-
<b>Fiscalité indirecte et autres fiscalités</b> (Taxe de séjour, jeux et paris hippiques et prélèvement SRU)	9,68	<b>11,82</b>	2,14	22,11 %
<b>Allocations compensatrices versées par l'État</b>	122,27	<b>124,73</b>	2,46	2,01 %
<b>Fiscalité affectée</b> (TEOM, rôles supplémentaires de TEOM, VT et compensation VT)	314,47	<b>329,94</b>	15,47	4,92 %
<b>Dotations</b> (DGF et DGD)	146,56	<b>146,13</b>	-0,43	-0,29 %
<b>Total des recettes fiscales et dotations</b>	<b>941,06</b>	<b>998,50</b>	<b>57,44</b>	<b>6,10 %</b>

En 2023, les **contributions directes s'élèvent à 167,70 M€**. Elles ont diminué de **-23,10 %**, soit en valeur **-50,38 M€**. Cela s'explique essentiellement par la **revalorisation des bases et les évolutions tarifaires sur les locaux professionnels (+4,25 M€)**, la **variation physique des bases nette positive (+11,95 M€)**, la suppression de la CVAE (-72,10 M€), le produit de la taxe sur les surfaces commerciales **TASCOM (+1,59 M€)**, le produit des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau **IFER (+0,34 M€)** et **des rôles supplémentaires (+3,59 M€)**.



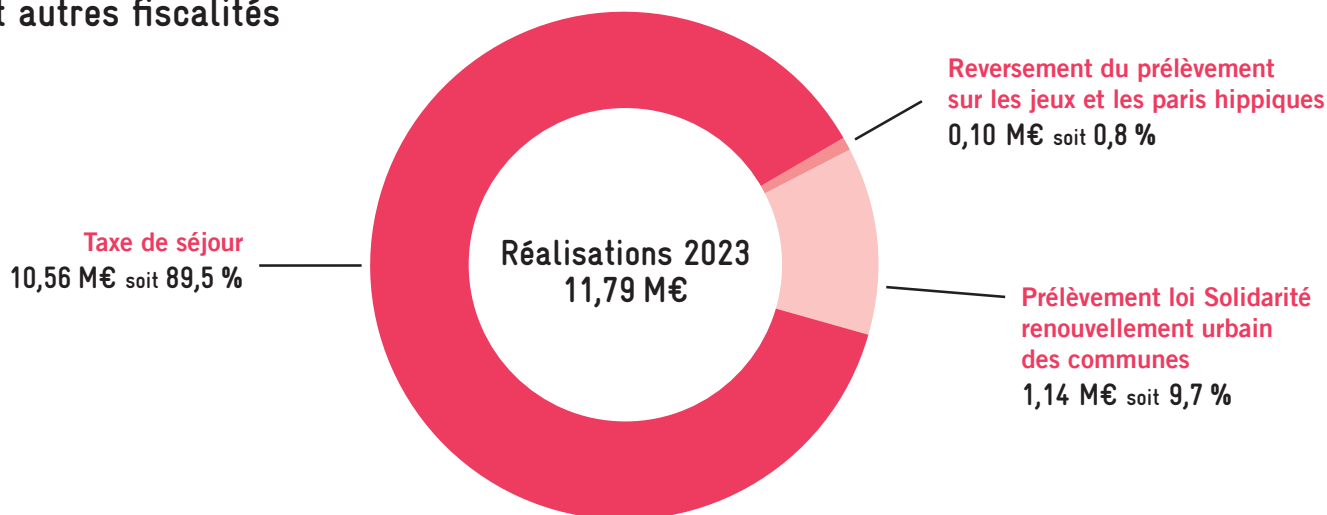


En remplacement de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THrp), Bordeaux Métropole perçoit depuis 2021 **une fraction de TVA nationale**.

En 2023, le montant perçu de **133 M€** correspond à la perte de THrp constatée en valeur 2021 indexée de l'évolution positive la TVA nationale nette entre 2022 et 2023 (soit +3,68 % en variation à fin 2023), cela représente 9,91 % des recettes réelles de fonctionnement récurrentes.

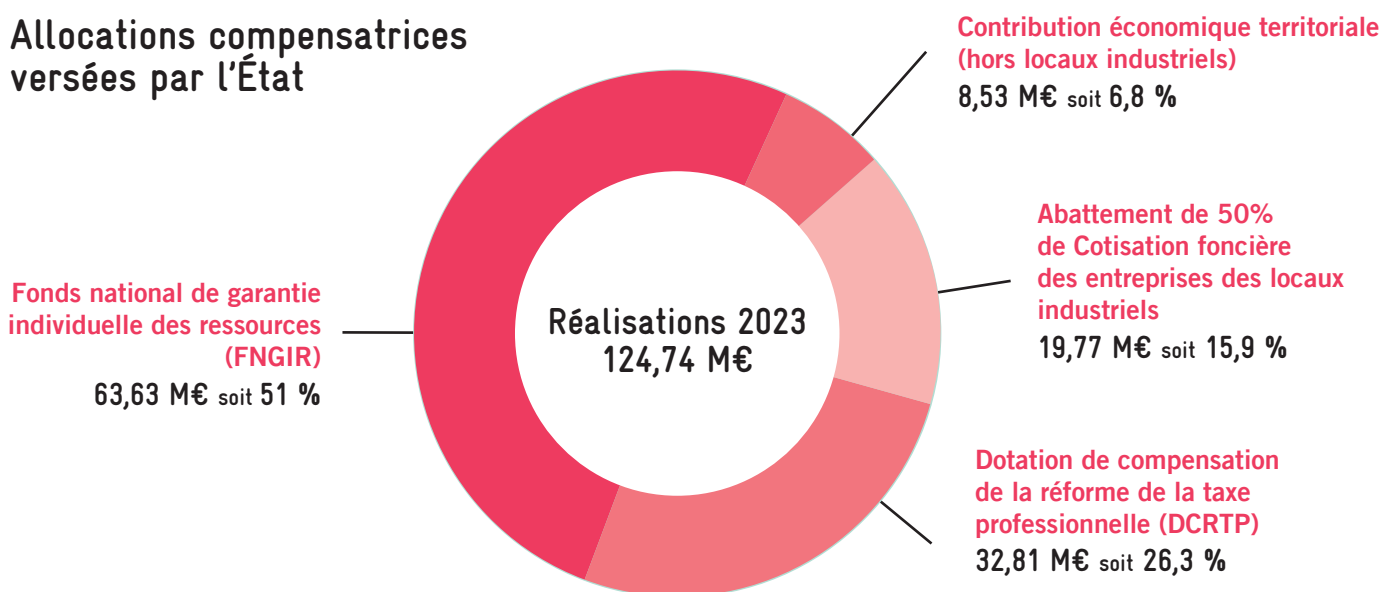
Les produits de la **fiscalité indirecte** représentent **11,82 M€** en 2023 soit une progression de **+21,98%** par rapport à 2022, dont **2,25 M€ de taxe de séjour** supplémentaire.

## Fiscalité indirecte et autres fiscalités



Les **allocations compensatrices** versés par l'État s'élèvent au total à **124,74 M€**, avec comme éléments majeurs en 2023 : la compensation d'exonération de base minimum de CFE pour les redevables réalisant un montant de chiffre d'affaires ou de recettes inférieur à 5 000 € (instituée par l'article 97 de la loi de finances pour 2018). En 2023, cette compensation progresse de **+0,55 M€** (6,37 M€ en 2023 pour 5,82 M€ en 2022) et la perception sans minoration de la **compensation de CFE au titre de l'abattement de 50% des locaux industriels** (+1,97 M€).

## Allocations compensatrices versées par l'État



## Le Versement Mobilité (VM)

Sur la base du taux de 2% qui s'applique depuis 2011 sur le territoire de la métropole, le produit du VM s'élève en 2023 à 230,22 M€ et la compensation versée par l'État pour relèvement du seuil d'assujettissement de 9 à 11 salariés à 1 M€, soit un produit total de 231,21 M€, en hausse de 6,18% par rapport à 2022.

Versement Mobilité **230 216 698 €**,  
en augmentation de **+6,18 %**

## La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

En 2023, le produit de la TEOM s'est élevé à 98,73 M€, contre 96,66 M€ en 2022, soit une augmentation de +2,14% (-7,21% en 2022).

Cette augmentation de +2,07 M€ découle essentiellement de la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales de +7,1%, soit +5,43 M€ ainsi que de la variation physique des bases servant d'assiette à la TEOM pour +1,86 M€.

Il est à noter une baisse du taux de TEOM de 7,55% à 7,18% pour les secteurs en fréquence de collecte 2+1 (deux collectes en ordures ménagères résiduelles et une collecte en recyclables par semaine) ; ce qui a entraîné un moindre produit de -4,56 M€.

Recette TEOM : **98 727 515 €**,  
en hausse de **+2,14 %**

## Des dotations de l'État en légère diminution

Le produit des dotations versées par l'État en 2023 représente au total 146,13 M€, dont 142,36 M€ de Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et 3,77 M€ de dotations générales de décentralisation (DGD) « transports scolaires ». Ces dotations diminuent de -0,29% par rapport au total versé en 2022 (146,56 M€).

Hors attributions de compensation de fonctionnement reçues, dans l'ensemble contributions directes/ Dotation globale de fonctionnement, la part de la dotation globale de fonctionnement (DGF) diminue passant de 37,52% en 2015 à 27,47% en 2023, ce qui traduit tout à la fois une moindre dépendance de la Métropole vis-à-vis des dotations de l'État et la baisse du soutien de l'État malgré le dynamisme de sa population (+61 760 habitants DGF sur la période 2017-2023).

La baisse de la DGF s'élève à -0,42 M€, elle se décompose essentiellement en :

- une progression nette de la dotation d'intercommunalité de +0,22 M€ du fait essentiellement de la dynamique de population (+6 271 habitants DGF).
- une minoration de la dotation de compensation de -0,64 M€. Comme les années précédentes, cette minoration finance la péréquation horizontale et vient abonder principalement les dotations de solidarité urbaine et dotation de solidarité rurale.

## Augmentation des recettes du réseau TBM

Au budget annexe Transports, les recettes de transport de voyageurs (réseau TBM) exécutées s'établissent à 87,26 M€ (y compris les soldes des rattachements de produits), soit une forte augmentation de +8,31% par rapport au montant qui avait été exécuté au compte administratif 2022 (80,55 M€). La progression des recettes démontre une réelle dynamique de la fréquentation du réseau.

Le montant définitif des recettes du réseau TBM sera arrêté à l'issue des opérations de clôture annuelle des comptes 2023 de la délégation de service public de transport de personnes, actuellement en cours d'élaboration.

Par ailleurs, à cela se rajoute des recettes à hauteur de 21,33 M€ liées à l'exploitation du réseau et à des effets de régularisation réalisés dans le cadre du décompte général du précédent contrat de délégation de service public.

Recettes du réseau TBM : **108 587 372 €**  
en progression de **34,81 %**

## Des cessions en net recul

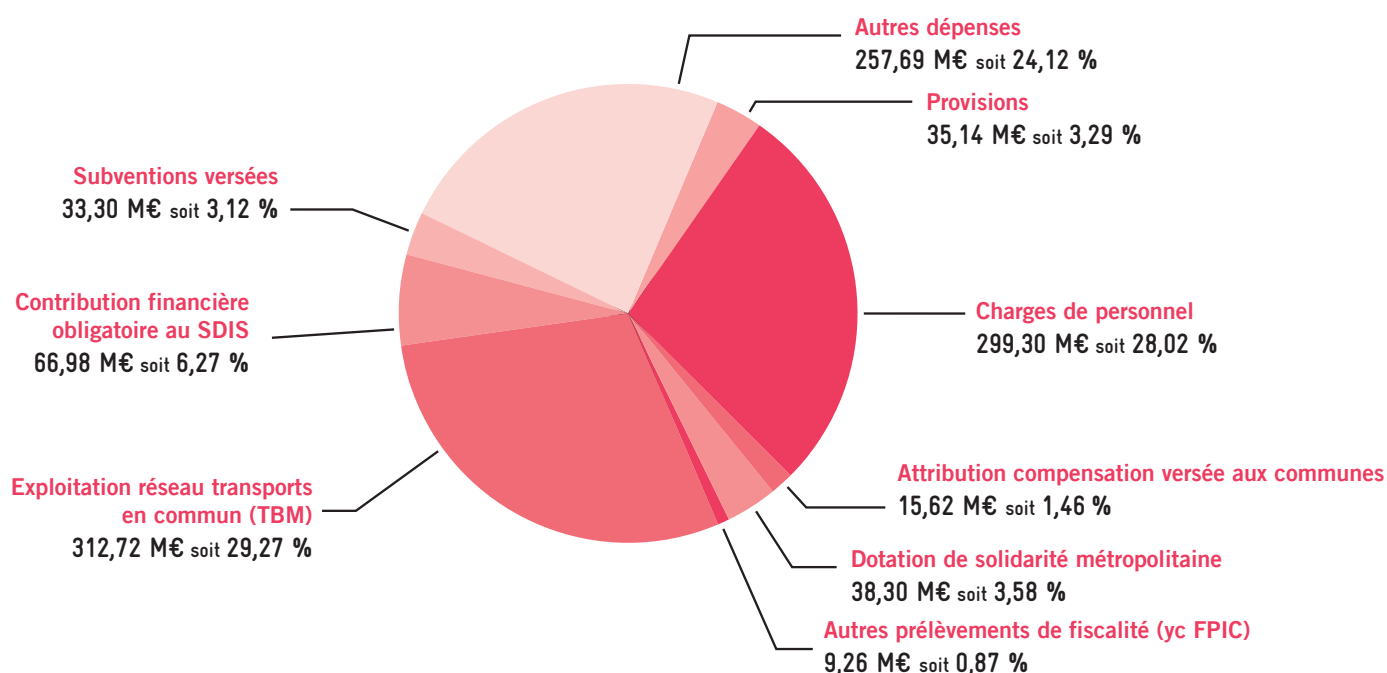
Parmi les recettes non récurrentes, les cessions d'actifs baissent fortement de -38,99% avec 18,42 M€ au cours de l'exercice 2023 (30,19 M€ en 2022).

Il s'agit essentiellement de la vente de terrains à la SPL La Fabrique de Bordeaux Métropole d'un montant de 2,29 M€ sis dans le secteur dénommé « Le Pontet Sud », de la ville de Pessac, afin de lui permettre de piloter la mise en œuvre du projet de construction de 330 logements et la réalisation des espaces publics ; la cession pour 2 M€ à la Société Hydrogène de France de l'ancien terrain des Circuits de Ford dans l'Ecoparc de Blanquefort, afin de lui permettre de s'implanter et de créer une centaine d'emplois ; 1,97 M€ de parcelles cédées à la SPL La Fabrique de Bordeaux Métropole, situées sur le territoire de la commune du Haillan, dans le périmètre de la ZAC « Cœur de ville », afin de lui permettre la mise en œuvre opérationnelle de l'îlot 7 ; La comptabilisation d'un montant de 1,74 M€ de parcelles vendus à l'Etablissement public d'aménagement de Bordeaux Euratlantique (EPABE), correspondant à un ensemble immobilier dénommé « Pavillon des Mareyeurs » au sein de la ZAC Saint-Jean Belcier à Bordeaux.

# Des dépenses de fonctionnement en augmentation

Hors frais financiers (21,94 M€) et hors dotations aux provisions (35,14 M€), elles s'élèvent à **1 033,17 M€** en hausse (+12,77%) par rapport à l'année précédente (916,15 M€). Avec un patrimoine croissant à entretenir et les effets de l'inflation, les dépenses de fonctionnement ont continué de progresser à l'instar notamment des charges d'exploitation du réseau des transports en commun qui s'accroissent de +62,73 M€ (+15 M€ l'année précédente), et de façon générale des services urbains (eau et déchets). Les dépenses de personnel progressent aussi de +18,48 M€ (12 M€ en 2022), sous l'effet principal de la revalorisation des traitements en soutien au pouvoir d'achat. Il en est de même des autres charges à caractères général qui progresse de +26,96 M€. À l'inverse, les subventions versées connaissent un nouveau recul de près de -6,77 M€ (-14 M€ l'année dernière) qui s'explique notamment par la fin de différents dispositifs exceptionnels (subvention à la Régie de l'eau, aide au plan de relance etc).

## Ventilation des dépenses de fonctionnement hors frais financiers (1 068,31 M€)



## Des charges de personnel en hausse de +28,3%

Les **charges de personnel** se sont élevées à **299,3 M€** en 2023, + 18,5 M€ par rapport à 2022, soit une progression de + **6,58%**. Elles représentent **28,03%** des dépenses réelles de fonctionnement de l'établissement (28,84 % en 2022).

**Cette dynamique d'augmentation est notamment la conséquence des mesures nationales de préservation du pouvoir d'achat dans le contexte d'inflation intervenu dès 2022.**

L'augmentation de +6,6% des dépenses de personnels est très fortement déterminée par différentes mesures nationales en faveur du maintien du pouvoir d'achat qui ont impacté les dépenses de l'établissement à hauteur de **+6,55 M€** (soit plus de 1/3 de l'augmentation globale constatée), avec notamment les relèvements successifs **du point d'indice** évalué à **5,3 M€**, **les revalorisations des grilles** indiciaires des cadres d'emplois des catégories **C et B** ainsi que **3 revalorisations du SMIC** pour **0,75€**, l'augmentation

**du taux de prise en charge des frais de transport** passant de **50% à 75%** évalué à **50 K€** et enfin une hausse de la **garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA)** au bénéfice des fonctionnaires qui ne connaissent plus d'avancement car positionné en indice terminal ; qui assure une prime permettant de neutraliser une partie des effets de l'inflation. (+**250 K€** / à 2022).

**Les effectifs permanents rémunérés** ont progressé de manière plus contenue que les années précédentes avec **+40 ETP** (augmentation de +0,75%). À noter que le 1<sup>er</sup> janvier 2023 a été marqué par la création de la régie de l'eau métropolitaine avec pour conséquence le transfert de 70 ETP des équipes de l'ancienne direction de l'eau vers le nouvel opérateur. À périmètre constant, la hausse des effectifs aurait donc été de 110 ETP. De plus, le cycle 7 de mutualisation de la Ville de Bassens est évalué à 0,238 M€ et a concerné 3,75 ETP.

En dehors de l'évolution du périmètre de compétences, la masse salariale a été impactée notamment par les mesures suivantes :

- **La revalorisation des rémunérations des agents métropolitains** dans le cadre de refonte des régimes indemnitaires avec notamment la mise en œuvre d'une double mesure : un alignement des montants Rifseep entre filières de la catégorie A ainsi qu'une revalorisation des niveaux Rifseep octroyés aux catégories B et C. Le coût de ces mesures s'élève à 4 M€,
- L'accroissement du **Glissement Vieillesse Technicité (GVT)** à hauteur de +0,60%, qui s'est élevé à 1,8 M€,
- Une hausse significative des **dépenses consacrées aux recrutements de contractuels temporaires**, est constatée par rapport à l'exercice précédent (+1,7 M€) faisant suite à une reprise de activités post crise Covid,
- Bordeaux Métropole poursuit également son engagement important dans la politique d'insertion (+0,18 M€) notamment en matière d'apprentissage en consacrant plus de 1,5 M€ à ce dispositif. Avec 125 apprentis recrutés au sein des services, les dépenses ont ainsi progressé de + 10%.

Après plusieurs années de hausse prononcée de l'absentéisme en lien avec les différentes vagues de crise sanitaire Covid, l'année 2023 marque un recul net de l'absentéisme, avec un taux d'absentéisme pour raison médicale qui s'établit à 8,86%, soit une baisse de 0,8 point par rapport à 2022 (9,66%).

Bordeaux Métropole a obtenu en 2019 les labels « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » et « Diversité » délivrés par l'association française de normalisation (Afnor).

En 2023, Bordeaux Métropole poursuit son engagement avec le renouvellement de la double labellisation AFNOR Égalité femmes/hommes et Diversité. À la suite de la présentation de la candidature, des auditeurs ont été reçus par les différents services métropolitains concernés sur le deuxième semestre 2023. La décision finale de renouvellement du double label devrait intervenir sur le premier semestre 2024.

## Bordeaux Métropole continue d'assurer son rôle de redistribution

Les **dépenses dites de « redistribution » brutes** de fonctionnement, composées des reversements au titre de l'Attribution de Compensation (AC), de la Dotation de solidarité métropolitaine (DSM), s'élèvent à **53,92 M€** (contre 52,29 M€ en 2022), dont **15,62 M€ au titre des AC** en fonctionnement et **38,30 M€ de DSM** versées aux communes par Bordeaux Métropole.

En y intégrant également la **part métropolitaine du FPIC (7,87 M€)**, les **dépenses brutes totales de redistribution s'élèvent à 61,79 M€** (60,65 M€ pour 2022, 61,06 M€ en 2021, 60,71 M€ en 2020, 59,77 M€ en 2019, 58,65 M€ en 2018, 58,44 M€ en 2017, 63,90 M€ en 2016 et 93,31 M€ en 2015).

Elles représentent **5,78 % des dépenses hors frais financiers** (contre 6,34 % en 2022).

Concernant les AC, les **mécanismes financiers mis en place dans le cadre de métropolisation ont conduit la majorité des communes à verser une AC à la Métropole à compter de 2016, alors qu'elles en recevaient une jusqu'en 2015**. En 2023 tout comme l'année précédente, Bordeaux Métropole a reçu de 19 communes une AC en fonctionnement de 106,06 M€, et inversement, a payé 15,62 M€ d'AC aux 9 autres communes, soit une recette nette d'AC en fonctionnement de 90,44 M€ reçue par notre Établissement.

S'agissant de la **DSM (38,30 M€)**, elle **augmente de +6,58 % par rapport à l'année précédente, et représente l'équivalent de 45,30 €/hab versés en 2023**.

Une métropole solidaire de ses communes : **45,30 € / hab** reversés par Bordeaux Métropole en 2023 aux communes membres au titre de la Dotation de Solidarité Métropolitaine (DSM).

Concernant le **FPIC**, le prélèvement opéré sur l'ensemble intercommunal (28 communes + Bordeaux Métropole) s'est élevé à **-13,34 M€** (-13,85 M€ en 2022), dont **-7,87 M€ mis à la charge de Bordeaux Métropole** (-8,36 M€ en 2022) et **-5,47 M€** à celle des communes membres (-5,49 M€ en 2022).

Par ailleurs, le droit commun exonère de contribution les communes les plus fragiles. En 2023, cette exonération est totale pour toutes les communes en dotation de solidarité urbaine cible (DSU cible) et les 2 500 premières communes à la dotation de solidarité rurale cible (DSR cible).

**Bordeaux Métropole a ainsi pris en charge intégralement les contributions au FPIC des communes de Cenon** (-0,17 M€), **Floirac** (-0,11 M€) et **Lormont** (-0,16 M€) du fait de leur éligibilité à la DSU cible, soit un montant total de **-0,44 M€ intégré dans ce prélèvement de -7,87 M€**.

Une métropole solidaire contribuant à la péréquation nationale en faveur des territoires disposant de moins de ressources : **7,87 M€** reversés

## Des dépenses du réseau TBM en hausse

Au titre de la gestion du **réseau des transports en commun TBM**, les mouvements relatifs à la **contribution forfaitaire d'exploitation (CFE et CET) versée** au délégataire KBM, comptabilisés sur l'exercice 2023 s'établissent à **312,72 M€**, et forme pour la première fois le 1er poste de dépenses de fonctionnement avant les dépenses de personnel. En première lecture, l'impact comptable de l'exploitation du réseau est en hausse de **+25,09%** par rapport au montant exécuté en 2022 de 249,99 M€.

Le **développement de l'offre de service proposé** au sein du nouveau contrat de délégation de service public ainsi que la **très forte hausse des indices** (énergétiques notamment) expliquent cette forte variation (chacun supportant l'équivalent de 50% de la hausse).

**Le montant définitif des dépenses versées** au délégataire KBM sera arrêté à l'issue des opérations de **clôture annuelle des comptes 2023** de la délégation de service public de transport de personnes, actuellement en cours d'élaboration.

## Une contribution obligatoire au budget du SDIS encadrée par la loi

Concernant la défense contre l'incendie, la **contribution obligatoire au SDIS** (service départemental d'incendie et de secours de la Gironde) s'est élevée à **66,78 M€**. Elle augmente de **+6,22%** par rapport à 2022 (63,06 M€).

## Des dispositifs de soutien aux acteurs économiques qui diminuent suite à l'arrêt de différents dispositifs exceptionnels

Le montant des **subventions versées aux organismes publics et aux associations** a diminué (**-17%**) à hauteur de **33,30 M€** par rapport aux versements de 2022 (40,07 M€).

Cette baisse constatée en 2023 s'explique principalement par la fin de différents dispositifs exceptionnels : subvention à la Régie de l'eau, aide au plan de relance, ou encore fin de la redevance électricité versée à la Commune de Bègles.

En 2023, Bordeaux Métropole a réceptionné **708 demandes de subventions** pour une aide au fonctionnement ou à l'organisation de manifestations et actions spécifiques, soit une augmentation de **14%** par rapport à 2022 (622 demandes).

**En 2023, les subventions aux organismes de droit privé associations, entreprises et particuliers (21,83 M€) représentent 65% des subventions de fonctionnement mandatées sur l'exercice.** Le montant des subventions versées aux associations en 2023 s'élève à 21,64 M€, que ce soit au titre d'acomptes de subventions attribuées en 2023 ou de soldes de subventions versées antérieurement. Elles sont en augmentation de **4%** par rapport à 2022 (20,79 M€ en 2022).

Les subventions aux entreprises sont en baisse en lien avec la fin du plan de relance initié après la crise sanitaire (au global 0,19 M€ en 2023 contre 1,96 M€ en 2022).

## Les dépenses courantes de fonctionnement en hausse

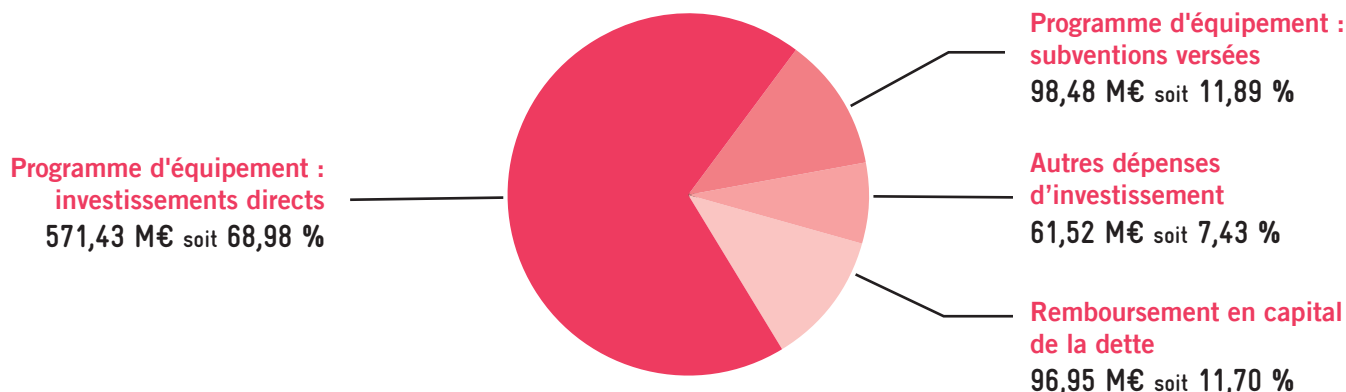
Tous budgets confondus, les **dépenses courantes de fonctionnement** (énergie, fournitures, prestations de services, locations, entretien, maintenance, honoraires, gardiennage...), s'élèvent à **187,03 M€**. Elles sont en hausse de **+16,85%** par rapport à 2022 (160,07 M€).

Parmi ces dépenses, figurent, **37,26 M€ de dépenses d'énergie, de fluide et de fournitures, 40 M€ de prestations d'entretien et de réparation, 8,8 M€ de remboursement de frais** dont 6,8 M€ remboursés aux communes dans le cadre des conventions de délégation de service pour l'exercice des missions propreté, plantations et mobilier urbain, **11,17 M€ de locations et charges locatives et 18,41 M€ de prestations de services.**

# Les dépenses réelles d'investissement poursuivent leur progression, sous l'effet du programme d'équipement

En 2023, le montant total des dépenses d'investissement continue sa progression avec un volume de **828,37 M€**, soit une augmentation de **+15,86%** par rapport à l'année dernière.

## Ventilation des dépenses d'investissement (828,37 M€) :



Hors remboursement de la part en capital de la dette (96,95 M€ en 2023 contre 84,32 M€ en 2022), les **dépenses d'investissement** représentent **731,42 M€**, en progression de **+15,97%** (après +13,67% l'année précédente), provenant d'une nouvelle dynamique du programme d'équipement<sup>3</sup> (+16,85%) porté avant tout par les subventions d'équipement versées, en progression à elles seules de +22,11%. S'ajoutent les dépenses d'immobilisations financières dont le volume passe de 33,01 M€ en 2022 à 33,10 M€ au cours de 2023.

Les dépenses réelles d'équipement, y compris les subventions d'équipement et fonds de concours, s'élèvent à 669,90 M€ (573,29 M€ en 2022), ce qui représente une hausse en volume de 96,61 M€, (soit +16,85%).

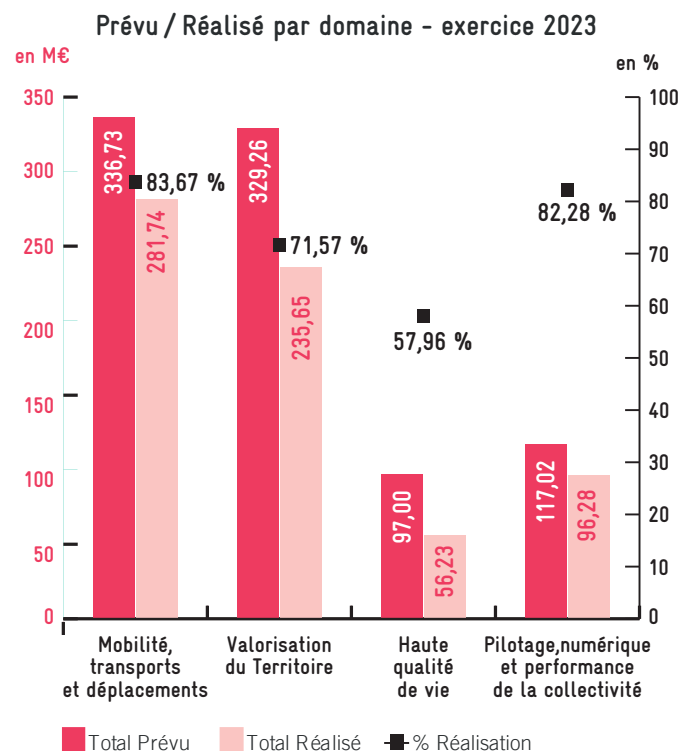
La reprise des investissements durant l'année 2023 a continué dans cette trajectoire avec un accroissement des dépenses d'équipement propres malgré un ralentissement des subventions versées.

## La réalisation des crédits votés

Le **pourcentage des crédits mandatés** ressort à **76,12%** en 2023, en quasi-stagnation de **-0,47 points** par rapport à 2022 qui était de 76,59% avec un taux proche quelle que soit la nature des investissements.

Ainsi le **taux de réalisation des investissements directs** progresse à **78,18%**, soit **+0,51 points**, alors que le **taux de réalisation des investissements indirects** diminue avec **-6,08 points** (**66,05% en 2023** contre 72,13% en 2022). Même si notre Etablissement a peu de maîtrise sur les appels de fonds de ces participations, il n'en demeure pas moins que leur évolution vient impacter le taux de réalisation 2023.

Au cours de l'exercice 2022, tous budgets confondus, le taux de réalisation de **76,12%**, se répartit par grande politique de Bordeaux Métropole de la manière suivante :



• **Dépenses d'équipement en 2023 : 669 902 681 €**

• **3,79 Md€ de dépenses d'équipement mandatées depuis 2017**

<sup>3</sup> Les dépenses d'équipement regroupent les chapitres 20,21, 204 et 23.

## Le programme d'équipement par grande politique

En millions d'euros	Montants réalisés 2023	Part du réalisé dans le total 2023 en %
Haute qualité de vie	56,23	8,39 %
Pilotage, numérique et performance de la collectivité	96,28	14,38 %
Mobilité, transports et déplacements	281,74	42,05 %
Valorisation du territoire	235,65	35,18 %
<b>TOTAL</b>	<b>669,90</b>	<b>100%</b>

Durant l'exercice 2023, près de 77,23% (77% l'année précédente) des dépenses du programme d'équipement, investissements directs et indirects confondus, se sont concentrées sur 2 domaines d'activité, à savoir :

- La politique **Mobilité, transports et déplacements** avec plus de **42,05% des dépenses d'équipement 2023** (281,74 M€),
- La politique **Valorisation du territoire**, cumulant **35,18% des dépenses d'équipement** (235,65 M€).

### Mobilité, transports et déplacements (281,73 M€)

Les **transports en commun** concentrent près de 56,51% des investissements 2023 du domaine, soit **159,20 M€** (128,74 M€ en 2022), avec principalement :

- **50,88 M€** pour les travaux du projet de **Bus Express entre Saint Aubin de Médoc et la gare de Bordeaux**
- **23,83 M€** pour finaliser le projet d'extension de la ligne A du tramway vers la **zone aéroportuaire**
- **13,53 M€** pour l'**acquisition d'autobus** afin notamment de renouveler la flotte de bus diesel par des bus roulant au gaz naturel (aujourd'hui tous roulants au bioGNV) ainsi que **2,18 M€** pour financer l'acquisition de nouvelles navettes fluviales
- **11,44 M€** de financement accordé à Euratlantique dans le cadre d'une convention de **réalisation de la trémie Benauge à Bordeaux**
- **9,34 M€** de travaux pour la **restructuration du dépôt de bus Lescure** qui se poursuit
- **5 M€** pour financer les opérations liées à la mise en œuvre du **RER métropolitain** (étude de préfiguration, PEM Talence Médoquine, PEM du Bouscat) ;
- **3,55 M€** de dépenses affectées à l'amélioration de la **vitesse commerciale du réseau de bus**
- **3 M€** pour financer les **opérations de maintenance** nécessaires au bon fonctionnement du tramway (réparation de rail, reprise des carrefours APS, travaux hydrauliques sur les ponts tournants, etc)

Le domaine **itinéraires et voies** globalise **115,49 M€** d'investissements, ce qui représente 40,99% des investissements 2023 du domaine, parmi lesquels :

- Les dépenses d'**aménagement voirie** de proximité ont représenté **43,8 M€** en 2023, en baisse de 6,8% par rapport à 2022 (47M€). Les réalisations du **FIC (fonds de proximité voirie)** atteignent **35,01 M€** contre 36,45 M€ en 2022 et les **dépenses d'aménagements de pistes cyclables** (non intégrés aux aménagements de voirie globaux) s'établissent à **2,65 M€** (après 4,82 M€ en 2022)
- **23,7 M€** de dépenses pour la **construction du Pont Simone Veil**, pour financer la poursuite des travaux de construction de l'ouvrage

- **5,95 M€** de contribution aux **travaux d'amélioration de la rocade**, conformément au partenariat signé avec l'État, avec la poursuite de la mise à 2x3 voies (travaux entre les échangeurs n°7 et 5)
- **2,13 M€** pour les opérations de modernisation des armoires de contrôle, de mise en conformité et la politique de suppression des carrefours à feux

Les **déplacements et stationnement** ont donné lieu à **7,04 M€** de dépenses, dont principalement :

- **2,7 M€** de dépenses consacrées à la politique **Vélo** comme un moyen alternatif de déplacement

### Valorisation du territoire (235,65 M€)

Les dépenses d'équipement effectuées au sein de la politique **Valorisation du territoire** ont été principalement destinées à l'**aménagement urbain et patrimonial** avec 29,43% des dépenses totales de la politique Valorisation du territoire (contre 25,92% en 2022) et à l'**habitat, le logement et le renouvellement urbain** avec 23,11% (25,26% l'année dernière), suivi par la **politique foncière** avec 17,55% (5,75% en 2022), la **croissance des entreprises et du territoire** comptabilisant 9,48% des dépenses (10,76% en 2022), le **rayonnement métropolitain** comptabilisant 7,68% des dépenses (13,02% en 2022), mais aussi les **grandes infrastructures** avec 4,57%.

L'**aménagement urbain et patrimonial** comptabilise **69,34 M€** de dépenses réalisées en 2023, avec notamment :

- **18,56 M€** de participation à l'équilibre et à la réalisation d'ouvrages (équipements publics), selon le traité de concession d'aménagement avec la SPL La Fab, dont 14 M€ destinés aux opérations « **Mérignac-Soleil** » et « **Mérignac Marne** », 2,5 M€ pour l'opération Gradignan cœur de ville, 724 k€ pour l'opération Le Pontet sud et 502 k€ pour l'opération Bruges petit Bruges. À ces sommes s'ajoutent le financement des études pré-opérationnelles au titre du programme **Habiter, s'épanouir** et du programme **Entreprendre, travailler**, versés à la SPL La Fab soit **4,97 M€** et la reconduction de l'avance en portage foncier pour **5,5 M€**
- **16,06 M€** ont été versés dans le cadre de l'OIN dont 2,46 M€ pour le protocole partenarial, 6,6 M€ selon

le protocole cadre portant sur la réalisation de la **ZAC Garonne-Eiffel** et près de 7 M€ au titre du protocole de la **ZAC Saint Jean Belcier** avec notamment le versement du solde de la participation pour la réalisation du Pont de la Palombe quartier Amédée Saint Germain (ouvrage valorisé à 56 M€ HT et financé à parts égales avec l'EPABE)

- **12,6 M€** de dépenses d'acquisitions de fonciers, d'études, d'aménagements d'espaces et équipements publics y compris du groupe scolaire 1 (pour près de 6 M€) sur le **secteur Brazza**
- **7,54 M€** de dépenses consacrées au dispositif de **soutien aux groupes scolaires communaux**
- **5,3 M€** de travaux concernant le **PAE Bassins à flot**

L'**habitat, le logement et le renouvellement urbain** concentrent 54,46 M€ de dépenses, dont :

- **18,12 M€** de dépenses réalisées dans le cadre de la **politique de la ville** (28,20 M€ en 2022), dont 370k€ versés aux partenaires des contrats de ville et 17,75 M€ pour favoriser le renouvellement urbain avec notamment :
  - 2,35 M€ d'action d'accompagnement pour Floirac Dravemont avec la livraison du groupe scolaire et le démarrage du relogement ;
  - 1,3 M€ pour l'opération Benauges-Joliot Curie sur les 3 villes de Cenon, Bordeaux et Floirac avec le démarrage de la réhabilitation de la cité blanche et la démolition des tours Sellier
  - 1,79 M€ pour le quartier de Prévert le Moura à Bassens, la démolition de la résidence Yves Montand et la livraison des écoles
  - Près de 10 M€ pour la rénovation de Bordeaux les Aubiers avec la mise à jour du plan guide et la poursuite des travaux du groupe scolaire
  - 0,66 M€ d'action d'accompagnement pour Cenon Palmer
  - 0,47 M€ pour le quartier de Claveau à Bordeaux

- **36,48 M€** au titre des soutiens à l'habitat dont :
  - près de **21 M€** pour le développement de l'**offre sociale du parc public** avec **2 896 logements agréés** dont 26 % pour les plus modestes, 63 % des opérations réalisées en maîtrise d'ouvrage directe des bailleurs, 2 194 logements financés pour des réhabilitations et 734 demandes de financement au titre du Prêt taux zéro de Bordeaux Métropole. En 2023, ont été versés ainsi 12,84 M€ au titre des aides à l'équilibre d'opération et 3,19 M€ au titre de la délégation des aides à la pierre (du fait d'un encaissement trop tardif les versements ont été reportés sur le début de l'exercice 2024). Aquitanis a bénéficié de 4,3 M€ d'aides notamment pour la réhabilitation du parc
  - près de **7 M€** (9 M€ en intégrant les aides du plan climat logement-copropriétés) au titre de l'amélioration durable du parc privé avec 1 091 logements agréés dont 775 en copropriétés et 4 dispositifs d'amélioration de l'habitat sous maîtrise d'ouvrage de la métropole (PIG, l'OPAH du Burck, l'OPAH RU Bordeaux et le plan de sauvegarde de Palmer soit 1,2 M€) et la prise de la délégation des aides à la pierre de type 3 (443 k€ en 2023 du fait d'un décalage d'encaissement des aides de l'ANAH mais 4 M€ avec l'exécution début 2024) et la concession d'aménagement Bordeaux (5,25 M€)

- **8,5 M€** au titre des actions en faveur des gens du voyage et de l'habitat solidaire avec notamment la livraison de l'aire de grand passage d'Artigues (200 places) et les travaux de celle de Mérignac (6,88 M€), les travaux de réhabilitation lourde de l'aire permanente de Villenave d'Ornon (30 places) et les travaux sur l'ensemble des aires (1,34 M€). Par ailleurs les expérimentations d'ETI et LTI ont mobilisé 246 k€ avec notamment la livraison de l'ETI de la Jallère à Bordeaux et celui de Floirac.

La **Politique Foncière**, avec **41,36 M€** de dépenses, avec principalement :

- **Près de 30 M€** d'acquisitions pour des **réserves foncières et 9 M€ d'acquisitions immobilières pré-opérationnelles**. Un rapport de présentation du bilan des acquisitions (et cessions) 2023 est présenté en complément du compte administratif
- **0,9 M€** de **travaux de démolitions de bâtis** (déconstruction, dépose, dépollution, etc) concernant des parcelles destinées à être mises en réserves foncières

La **croissance des entreprises** et du territoire avec **22,34 M€** et notamment :

- **7,78 M€** pour les dépenses liées à l'**OIM Bordeaux InnoCampus** dont **0,1 M€ d'études** (poursuite schéma déplacements tous modes, plan-guide Saige-Montaigne-Compostelle, accompagnement des porteurs de projet extra-rocade, mise au point des plans de gestion des compensations environnementales extra-rocade), **0,5 M€ d'acquisitions foncières** (Pessac), **3,6 M€** pour la poursuite de travaux d'aménagement (passerelle A63, Voie verte et MESIL Paillière Pessac notamment)
- **5,9 M€** pour l'acquisition et cessions foncières de zones d'activités
- **4,60 M€** pour l'acquisition d'ilots foncier dans le cadre de l'opération OIM Bordeaux Aéroport
- **1,4 M€** à la SPL La FAB pour le programme « entreprendre et travailler » pour la réalisation de différentes missions en lien avec le pilotage et la mise en œuvre d'actions et d'opérations d'aménagement dans le cadre du développement économique

Le **rayonnement métropolitain** concentre **18,11 M€** de dépenses, dont :

- **5,4 M€** de dépenses liées à la **restructuration du stade PP Bernard** à Talence
- **4,38 M€** de dépenses pour le paiement du solde de la **construction de Stade nautique métropolitain** à Mérignac et le démarrage de la gestion du contrat de concession
- **3,2 M€** de soutien aux **équipements nautiques communaux** (Piscine du Grand Parc à Bordeaux, Pessac et Lormont)
- **1,2 M€** de soutien aux **équipements sportifs communaux**
- **1,1 M€** pour l'extension et la rénovation de la Maison des sports les Iris à Lormont

Il est à noter par ailleurs **9,9 M€** de dépenses en **Grandes Infrastructures** via le financement apporté à la SNCF pour financer des études, des travaux préparatoires et les premières acquisitions foncières du **projet d'Aménagement Ferroviaire Sud Bordeaux (AFSB)**.



L'Enseignement supérieur, recherche et innovation a mobilisé **8,42 M€** de dépenses dont **1,5M€** pour le pôle de vie Carreire, **1,3 M€** pour le pôle de vie Marne, **1,4 M€** pour la plaine des sports Roquencourt, **0,65 M€** pour les espaces publics Arts et Métiers, **1,4 M€** pour la bibliothèque universitaire, **0,9 M€** pour le soutien à l'implantation de l'école d'ingénieurs Yncréa et **0,6 M€** pour l'enfouissement de la ligne à haute tension entre les postes Pallières et Pessac (MESIL), dépenses d'investissement qui visent à rénover et redynamiser les sites universitaires.

Des dépenses concernant l'**attractivité du territoire** à hauteur de **6,56 M€** consacrés aux Pontons et Réseaux, dont **0,4 M€** pour la construction d'un ponton rive droite, **0,4 M€** pour les travaux du ponton belvédère et **3 M€** pour l'électrification des pontons Lafayette et Jefferson (dossier pour lequel la Direction du Tourisme a obtenu une subvention du FEDER de 2,1 M€ qui doit être versée dans le premier semestre 2024). Par ailleurs, **2,1 M€** ont été consacrés à la rénovation du Port de Bègles et au ponton Bastide.

Au sein des autres secteurs, il convient de souligner : des dépenses pour la nature d'un montant de **4,3 M€** consacrées notamment à l'Opération d'Aménagement d'Intérêt Métropolitain de Brazzaligne sur les communes de Bordeaux-Cenon-Lormont pour 0,76 M€, au projet « Un million d'arbres » avec 1,48 M€.

## Haute qualité de vie (56,23 M€)

Les dépenses d'équipement effectuées dans le cadre de la politique **haute qualité de vie** se sont réparties entre le domaine de l'**eau et assainissement** (48,84 % des dépenses), la **collecte et traitement des déchets ménagers** (31,36%), l'**énergie et climat** (8,64 %), la **gestion des parcs et du patrimoine arboré** (5,67%), la **prévention des risques** (3,18%), et les **activités funéraires** (2,27%).

Parmi les **27,48 M€** de dépenses d'**eau et assainissement** réalisées en 2023 :

- **15,21 M€** pour les **ouvrages d'eaux usées**, dont 11,12 M€ pour la poursuite de la création et du renouvellement du réseau, 2,13 M€ pour la poursuite de l'opération de raccordement des effluents de la station de Cantinolle sur la station de Lille et pour le projet de valorisation du biogaz produit par la station d'épuration de Clos de Hilde
- **Le renouvellement des réseaux d'eaux pluviales** a mobilisé **11,57 M€** dont 5,93 M€ notamment pour le renouvellement du réseau (2,9 M€) et pour la création et développement du réseau (2,88 M€)

Sur les **15,2 M€** de dépenses liées à la collecte et traitement des **déchets ménagers** :

- **4,4 M€** de dépenses relatives à l'acquisition de matériel (roulant, bacs, bornes enterrées, bennes amovibles, autres..) et notamment pour la collecte des déchets en porte à porte et en apport volontaire ; leur montant a diminué par rapport à 2022, avec des délais de livraison toujours important ce qui reporte d'autant leur réception et leur paiement
- **4,3 M€** de dépenses relatives au financement des travaux sur les usines et le centre de tri de Bègles

Avec **5,11 M€** de dépenses liées à l'**énergie et climat**, ont été financés :

- **2,75 M€** de dépenses liées au **Plan Climat Logements**, avec 0,73 M€ pour les logements individuels et 2,02 M€ pour les logements en copropriétés

Concernant la **gestion des parcs et du patrimoine arboré**, **3,19 M€** ont été dépensés dont :

- **2,72 M€** de dépenses pour l'**acquisition de matériels, de matériels roulants et d'équipements** pour les espaces verts

Les **1,79 M€** de dépenses liées à la **prévention des risques**, ont été consacrée essentiellement à :

- **0,67 M€** pour la restauration des ouvrages fluviaux de voirie (presqu'île d'Ambès, Bègles)
- **0,44 M€** consacrés à la création ou au renouvellement des hydrants (bornes incendies)
- **0,42 M€** de dépenses pour l'entretien et la maintenance des digues

Au sein des autres secteurs, il est à noter **0,65 M€** de **travaux d'aménagements du parc cimetière rive gauche**, ainsi que **0,44 M€** pour le **parc cimetière rive droite**.

## Pilotage, numérique et performance de la collectivité (96,28 M€)

Ce sont **96,28 M€** consacrés au développement du **numérique et de l'e-administration**, contre 45,76 M€ en 2022.

Les principales dépenses sont : 10,16 M€ pour les équipements ou renouvellements des postes de travail utilisateurs et leur licence, 9,34 M€ dans le cadre des services à la population et de proximité, 4,12 M€ dans le cadre de l'E-administration, 2,13 M€ affectés au développement urbains et à la qualité de vie.

Près de **47,18 M€** de dépenses liées à la **Performance de la collectivité** (dont 11,26 M€ de travaux dans les bâtiments administratifs, 16,20 M€ en aménagements, réparations et réhabilitation des groupes scolaires, 3,60 M€ en renouvellement de véhicules).

## Augmentation des autres dépenses d'investissements

Elles passent de 57,39 M€ en 2022 à **61,51 M€** au cours de l'année 2023 (+7,18%).

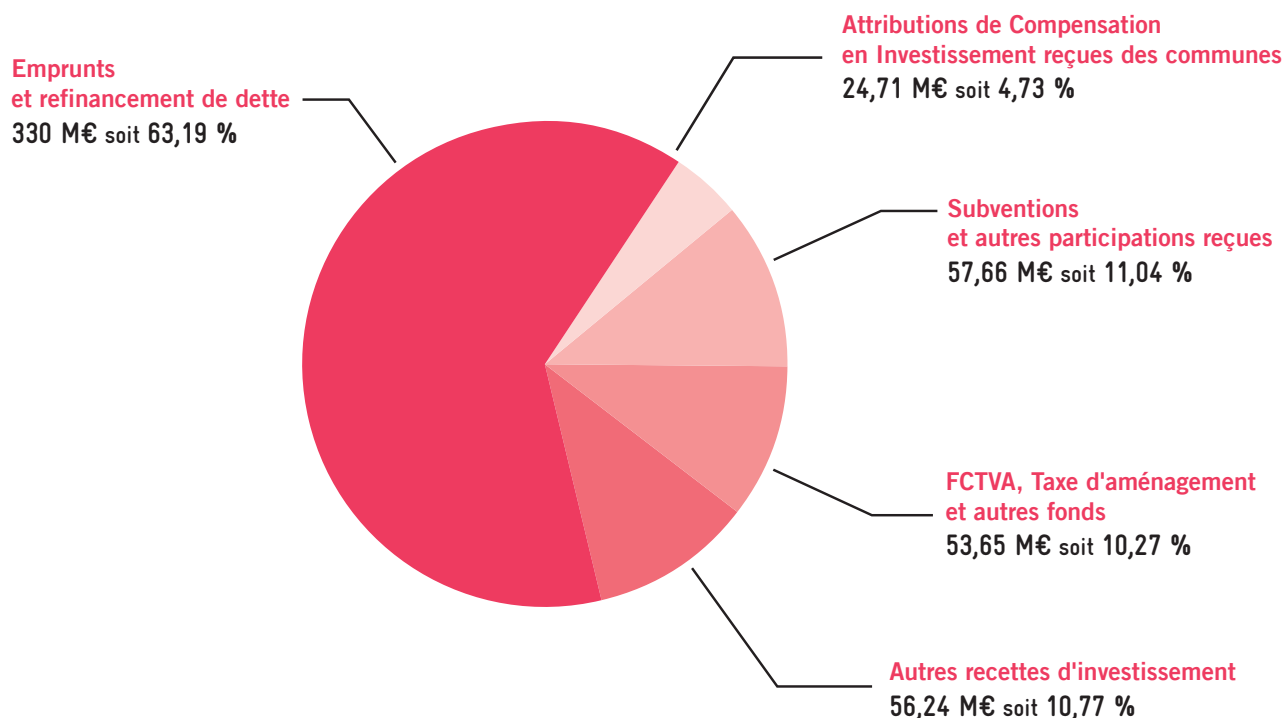
Sont comptabilisés entre autres :

- **11,27 M€** de reversements de taxe d'aménagement et de taxe locale d'équipement aux communes
- **33,10 M€** d'immobilisations financières (26,61 M€ en 2022) dont 22,89 M€ de régularisations comptables selon les préconisations transmises par la Direction des finances publiques (16 M€ correspondant à des paiements effectués auprès du concessionnaire de service public de l'équipement d'intérêt métropolitain « Stade Nautique » à Mérignac au titre de la participation de Bordeaux Métropole et 6,89 M€ d'opérations patrimoniales sur le budget des déchets, correspondant à des régularisations de participations)
- **14,28 M€** de dépenses effectuées pour le **compte de tiers**

# Hausse des recettes réelles d'investissement, dont une mobilisation d'emprunts en progression

Y compris le résultat d'exploitation affecté en réserves fin 2022 (128,36 M€), les recettes d'investissement s'élèvent au total à 650,61 M€, en augmentation de +37,04%. Elles comprennent la mobilisation de 330 M€ d'emprunts (contre 169 M€ l'année précédente).

## Ventilation des recettes d'investissement (hors résultat d'exploitation affecté en réserve) :



Hors résultat d'exploitation affecté en réserves (128,36 M€) et hors emprunts mobilisés (330 M€), les recettes réelles de l'année 2023 atteignent **192,26 M€** (+12,16% par rapport à 2022) comprenant :

- **33,23 M€** de **FCTVA** versé par l'État au titre des investissements 2021
- **22,37 M€** au titre des **taxes locales d'équipement et d'aménagement**, soit une diminution de -8,7% (-1,95 M€) par rapport à 2022, dont 4,92 M€ de taxe d'aménagement en secteur à taux majoré
- **24,71 M€** d'**attributions de compensation en investissement** (ACI) reçues des communes
- **16,28 M€** de subvention de l'État pour la **ligne D** du tramway
- **7,22 M€** de **recettes d'amendes de police** en hausse de +27,09% par rapport au produit 2022 (5,73 M€), conséquence de la hausse du montant à répartir (au titre de 2022) et à la hausse du nombre d'amendes recensées en 2021). Pour mémoire, ce produit doit être affecté au financement des opérations d'amélioration des transports en commun et de la circulation routière
- **6,7 M€** remboursé par la Fab dans le cadre de la concession d'aménagement du Taillan « 5 chemins »
- **6,35 M€** de **crédits délégués par l'État** pour des actions d'amélioration des logements
- **5,5 M€** remboursé par la Fab dans le cadre de son intervention en matière foncière pour la réalisation d'une offre de logements et pour produire une offre foncière et immobilière à vocation économique
- **3,16 M€** de subventions perçues de l'État pour la construction du **Groupe Scolaire Hortense** (ZAC Bastide Niel)

# Une gestion active et maîtrisée de la dette

L'encours de dette s'élève au total à **1 494,72 M€** au **31 décembre 2023**, contre 1 205,83 M€ au 1<sup>er</sup> janvier 2022, soit une augmentation de +23,96% qui s'explique par la mobilisation de 330 M€ d'emprunts nouveaux en 2023, dont 100 M€ mobilisés pour financer le développement des transports en commun.

La dette métropolitaine présente un profil très sécurisé avec 97,97% de son encours classé sans risque en catégorie 1-A (contre 97,35% en 2022) et 2,30% classés 2-B, elle ne comporte par conséquent aucun risque selon la typologie « Gissler ». La Banque Postale accentue sa présence sur le marché des collectivités locales. Elle présente chaque année les conditions financières les plus attractives. Pour les mêmes raisons, l'Agence France Locale, la banque des collectivités à laquelle adhère la Métropole, prend une part de plus en plus conséquente dans l'encours de la dette.

Par ailleurs, ces dernières années, la Métropole a également privilégié le financement de ses projets par les institutions financières nationales et européennes (la Banque Européenne d'Investissement notamment) sur des programmes dédiés et en particulier sur la thématique des transports.

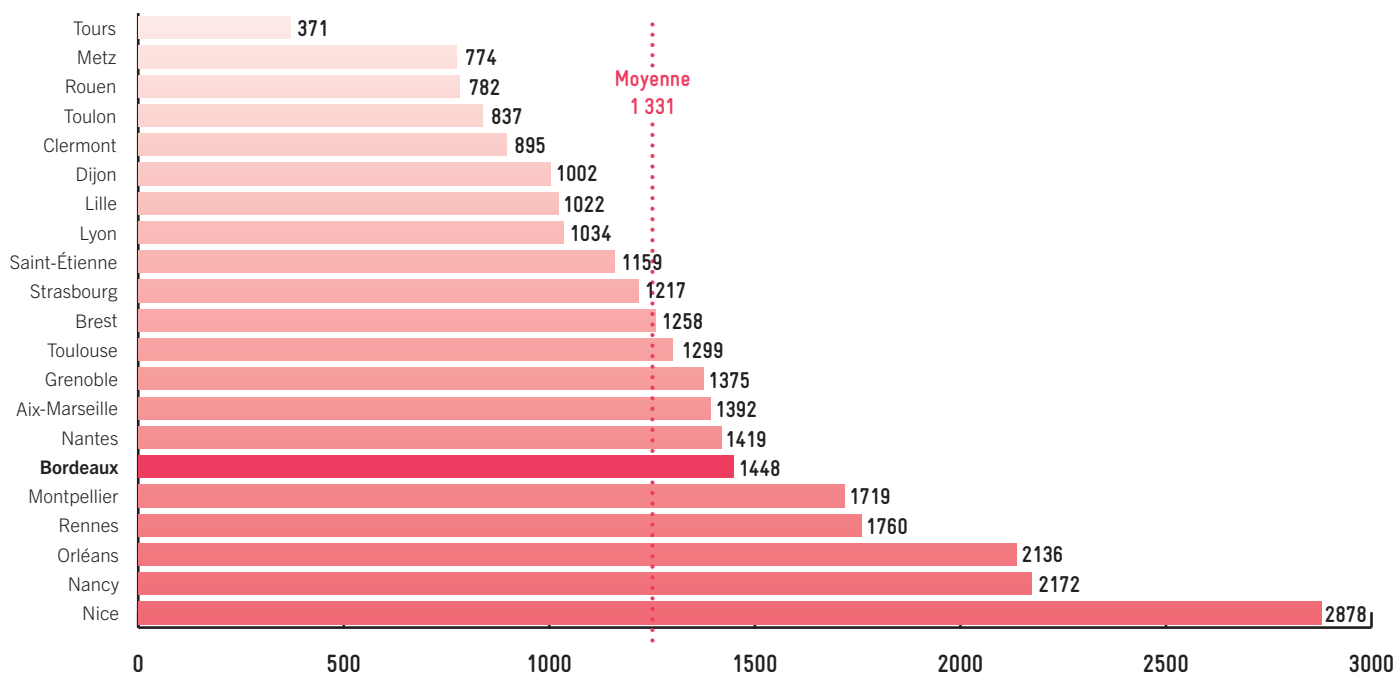
Par ailleurs, la Métropole a lancé avec succès sa première émission obligataire verte en décembre 2023 afin de financer les projets du pôle mobilité et notamment les mobilités douces.

L'annuité consolidée de la dette s'élève à **118,34 M€** contre 101,04 M€ en 2022. Elle est constituée de 96,95 M€ d'amortissement de capital (84,32 M€ en 2022) et 21,89 M€ de charges financières (16,72 M€ en 2022).

La dette par habitant passe de 1 463 € à **1 448 €** en 2023.

À titre de comparaison, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, en ne prenant en compte que la dette du budget principal et du budget annexe des transports de chaque métropole, notre Etablissement affichait une dette par habitant à **1 448 €** un peu plus élevée que la moyenne qui, pour l'ensemble des métropoles, s'élevait à **1 331 €** à la même période.

La dette des métropoles par habitant (en €)  
Dernières données connues au 1<sup>er</sup> janvier 2023



Enfin, l'indicateur de **capacité de désendettement** traduit une augmentation régulière de l'encours de dette pour s'établir en fin de l'exercice 2023 avec **4,70 années** contre 4,36 années en 2022.

La capacité de désendettement s'établit à **4,70 années** au 31 décembre 2023 pour **4,36 années** en 2022

# ANNEXES

- Comptes administratifs agrégés de Bordeaux Métropole
- Dépenses d'équipement mandatées de 2018 à 2023
- Données synthétiques de la situation financière

## COMPTES ADMINISTRATIFS AGRÉGÉS DE BORDEAUX MÉTROPOLE

### Synthèse de 2017 à 2023

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes réelles de fonctionnement	1 169 773 100,57	1 205 249 212,51	1 221 898 066,09	1 190 556 239,81	1 274 439 858,58	1 280 387 419,28	1 426 635 314,11
Recettes réelles de fonctionnement (hors produits de cessions)	1 115 449 315,41	1 184 846 528,56	1 187 156 162,59	1 176 721 916,73	1 257 347 302,53	1 250 202 293,84	1 408 219 826,70
<i>Dont : produits fiscaux (y compris compensations fiscales)</i>	<i>315 855 486,00</i>	<i>329 773 571,00</i>	<i>349 456 978,00</i>	<i>357 004 526,00</i>	<i>246 909 797,00</i>	<i>243 919 665,00</i>	<i>196 006 548,00</i>
Fraction compensation, TFPB, substitution TH résidence principale					118 631 473,00	129 996 812,00	133 545 715,00
Fonds National de Péréquation pertes produit TP Ets France Télécom		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 631 021,00
Fonds National de Péréquation pertes produit TP Ets France Télécom							0,00
DCRTP + FNGIR	97 872 838,00	97 045 666,00	96 658 642,00	96 433 016,00	96 433 016,00	96 433 016,00	96 433 016,00
Versement transports	175 668 007,95	182 389 935,33	194 827 152,01	190 688 968,88	201 703 808,76	216 821 319,57	230 216 698,59
TEOM	93 446 032,00	96 285 259,00	99 362 557,00	102 026 519,00	104 167 416,00	96 657 002,00	98 727 515,00
Attribution de compensation versée par communes	93 169 428,00	95 108 247,00	96 524 775,00	101 637 574,00	102 557 462,00	104 967 264,00	106 063 785,00
Pénalité versée par communes art. 55 Loi SRU (logts. Sociaux)	690 274,85	908 665,36	1 203 091,36	995 080,06	894 177,50	1 269 601,91	1 137 338,01
Produits de cessions	54 323 785,16	20 402 683,95	34 741 903,50	13 834 323,08	17 092 556,05	30 185 125,44	18 415 487,41
Remboursement par l'État de TVA versée à tort par Bordeaux Métropole		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Soulte versée par le CG33 pour transfert à Bordeaux Métropole voirie départ <sup>o</sup>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Dépenses courantes de fonctionnement (hors frais financiers)</b>	<b>818 876 611,87</b>	<b>867 219 481,09</b>	<b>866 379 004,98</b>	<b>934 930 215,95</b>	<b>931 533 007,43</b>	<b>956 173 633,21</b>	<b>1 068 309 261,58</b>
<i>Dont : personnel</i>	<i>237 477 035,45</i>	<i>244 752 122,73</i>	<i>253 403 453,79</i>	<i>261 898 719,01</i>	<i>268 633 803,72</i>	<i>280 816 446,93</i>	<i>299 295 758,56</i>
<i>Prix forfaitaire d'exploit. y.c t.P. Réseau transports</i>	<i>224 600 000,00</i>	<i>230 783 510,05</i>	<i>239 719 953,00</i>	<i>247 909 000,00</i>	<i>234 898 194,09</i>	<i>249 988 792,09</i>	<i>312 718 272,88</i>
<i>Contribution financière au SDIS</i>	<i>59 370 303,29</i>	<i>60 035 250,69</i>	<i>60 797 698,37</i>	<i>61 405 675,35</i>	<i>62 124 121,75</i>	<i>63 055 983,58</i>	<i>66 978 065,76</i>
<i>Attribution de compensation versée aux communes</i>	<i>17 255 702,00</i>	<i>16 616 830,00</i>	<i>16 468 855,00</i>	<i>16 416 040,00</i>	<i>16 389 457,00</i>	<i>16 355 233,00</i>	<i>15 619 238,00</i>
<i>Prélèvement sur T.P. au profit du F.D.P.T.P.</i>		<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Fonds de Péréquation Recettes Fiscales Interco® &amp; Communales (FPIC)</i>	<i>7 540 356,00</i>	<i>8 395 985,00</i>	<i>8 722 983,00</i>	<i>8 871 898,00</i>	<i>8 671 803,00</i>	<i>8 356 894,00</i>	<i>7 873 632,00</i>
<i>Autres restitutions de fiscalité au titre dégrèvements (Tascom,...)</i>	<i>187 189,37</i>	<i>258 934,48</i>	<i>303 256,30</i>	<i>546 162,05</i>	<i>262 015,58</i>	<i>257 719,72</i>	<i>1 390 875,04</i>
<i>Dotation de Solidarité Métropolitaine</i>	<i>33 643 085,12</i>	<i>33 637 779,65</i>	<i>34 582 317,21</i>	<i>35 425 416,63</i>	<i>35 997 358,54</i>	<i>35 933 876,67</i>	<i>38 298 776,38</i>
<i>Subvention d'équipement &amp; fonds de concours</i>							
<b>Résultat brut</b>	<b>350 896 488,70</b>	<b>338 029 731,42</b>	<b>355 519 061,11</b>	<b>255 626 023,86</b>	<b>342 906 851,15</b>	<b>324 213 786,07</b>	<b>358 326 052,53</b>
<b>Résultat brut hors produit de cessions</b>	<b>296 572 703,54</b>	<b>317 627 047,47</b>	<b>320 777 157,61</b>	<b>241 791 700,78</b>	<b>325 814 295,10</b>	<b>294 028 660,63</b>	<b>339 910 565,12</b>
<b>Intérêts (avec paiement ICNE en N+1 compris) et frais financiers divers</b>	<b>19 115 296,24</b>	<b>17 584 966,25</b>	<b>17 004 077,19</b>	<b>17 150 782,81</b>	<b>16 799 188,81</b>	<b>17 617 550,85</b>	<b>21 938 568,08</b>
<b>Épargne brute</b>	<b>331 781 192,46</b>	<b>320 444 765,17</b>	<b>338 514 983,92</b>	<b>238 475 241,05</b>	<b>326 107 662,34</b>	<b>306 596 235,22</b>	<b>336 387 484,45</b>
<b>Épargne brute hors produits de cession</b>	<b>277 457 407,30</b>	<b>300 042 081,22</b>	<b>303 773 080,42</b>	<b>224 640 917,97</b>	<b>309 015 106,29</b>	<b>276 411 109,78</b>	<b>317 971 997,04</b>
<b>Remboursement dette en capital</b>	<b>59 162 063,59</b>	<b>57 406 254,26</b>	<b>57 962 323,79</b>	<b>74 734 453,25</b>	<b>81 535 306,43</b>	<b>84 317 620,86</b>	<b>96 951 688,17</b>
<b>Indemnités et remboursements sur autof.</b>	<b>14 597 792,32</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Annuités d'emprunt (Capital + frais financiers)</b>	<b>92 875 152,15</b>	<b>74 991 220,51</b>	<b>74 966 400,98</b>	<b>91 885 236,06</b>	<b>98 334 495,24</b>	<b>101 935 171,71</b>	<b>118 890 256,25</b>
<b>Autres remboursement de dettes</b>							
<b>Autofinancement courant</b>	<b>258 021 336,55</b>	<b>263 038 510,91</b>	<b>280 552 660,13</b>	<b>163 740 787,80</b>	<b>244 572 355,91</b>	<b>222 278 614,36</b>	<b>239 435 796,28</b>
<b>Autofinancement courant hors produit des cessions</b>	<b>203 697 551,39</b>	<b>242 635 826,96</b>	<b>245 810 756,63</b>	<b>149 906 464,72</b>	<b>227 179 799,86</b>	<b>192 093 488,92</b>	<b>221 020 308,87</b>
<b>Ressources d'investissement</b>	<b>155 584 499,41</b>	<b>257 550 223,21</b>	<b>400 703 378,40</b>	<b>368 412 223,80</b>	<b>283 387 944,50</b>	<b>340 407 943,19</b>	<b>522 257 749,54</b>
<i>Dont : emprunts &amp; avances</i>	<i>0,00</i>	<i>130 000 000,04</i>	<i>260 000 000,00</i>	<i>210 000 000,00</i>	<i>130 000 000,02</i>	<i>169 000 000,03</i>	<i>330 000 000,00</i>
<i>Dont : emprunts refinançant indemnités</i>			<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<b>Dépenses réelles investissement (- cpte 16)</b>	<b>545 771 426,38</b>	<b>580 225 308,80</b>	<b>573 677 099,58</b>	<b>474 871 561,27</b>	<b>554 831 220,38</b>	<b>630 676 328,17</b>	<b>731 419 943,55</b>
<i>Dont : dépense d'équipement (20, 21, 23 &amp; 204 à compter de 2006)</i>	<i>491 619 157,73</i>	<i>558 389 486,75</i>	<i>530 328 641,23</i>	<i>438 236 934,90</i>	<i>438 236 934,90</i>	<i>573 291 244,31</i>	<i>669 902 681,31</i>
<b>Pour mémoire : dépense d'équipement avec subvention d'équipement en section de fonctionnement</b>	<b>491 619 157,73</b>	<b>558 389 486,75</b>	<b>530 328 641,23</b>	<b>438 236 934,90</b>	<b>438 236 934,90</b>	<b>573 291 244,31</b>	<b>669 902 681,31</b>
<b>Intégration ONB résultats Syndicats (3 Aires Gens du voyage / SIJALAG &amp; SPIRD)</b>				<b>922 171,15</b>			<b>576 675,82</b>
<b>Variation du fonds de roulement</b>	<b>-132 165 590,42</b>	<b>-59 636 574,68</b>	<b>107 578 938,95</b>	<b>57 281 450,33</b>	<b>-26 870 919,97</b>	<b>-67 989 770,62</b>	<b>30 273 602,27</b>
<b>Fonds de roulement initial (corrigé* le cas échéant)</b>	<b>221 864 719,84</b>	<b>89 699 554,42</b>	<b>30 062 554,74</b>	<b>137 641 493,69</b>	<b>195 845 115,17</b>	<b>168 974 195,20</b>	<b>100 984 424,58</b>
<b>Fonds de roulement final</b>	<b>89 699 129,42</b>	<b>30 062 554,74</b>	<b>137 641 493,69</b>	<b>195 845 115,17</b>	<b>168 974 195,20</b>	<b>100 984 424,58</b>	<b>131 834 702,67</b>
<b>Ratios</b>							
<b>Épargne brute / prod. de fonctionnement (hors produit des cessions)</b>	<b>24,87%</b>	<b>25,32%</b>	<b>25,59%</b>	<b>19,09%</b>	<b>24,58%</b>	<b>22,11%</b>	<b>22,58%</b>
<b>Autofinancement courant / prod. Fonct. (Hors produit des cessions)</b>	<b>18,26%</b>	<b>20,48%</b>	<b>20,71%</b>	<b>12,74%</b>	<b>18,09%</b>	<b>15,36%</b>	<b>15,70%</b>
<b>Annuité emprunt/ produits de fonctionnement (hors produit des cessions)</b>	<b>8,33%</b>	<b>6,33%</b>	<b>6,31%</b>	<b>7,81%</b>	<b>7,82%</b>	<b>8,15%</b>	<b>8,44%</b>
<b>Emprunts exercice / dépenses équipement</b>	<b>0,00%</b>	<b>36,79%</b>	<b>49,03%</b>	<b>47,92%</b>	<b>29,66%</b>	<b>29,48%</b>	<b>49,26%</b>
<b>FDR / (charges courantes fct. + Annuité dette) en jours</b>	<b>38</b>	<b>11</b>	<b>53</b>	<b>69</b>	<b>59</b>	<b>34</b>	<b>40</b>
<b>Autofinancement brut/ recettes de fonctionnement agréées (hors produit des cessions)</b>	<b>24,87%</b>	<b>25,32%</b>	<b>25,59%</b>	<b>19,09%</b>	<b>24,58%</b>	<b>22,11%</b>	<b>22,58%</b>
<b>Encours dette au 31/12 de l'ex./ Recettes de fonctionnement agréées hors produit des cessions</b>	<b>55,14%</b>	<b>58,04%</b>	<b>74,95%</b>	<b>87,11%</b>	<b>89,17%</b>	<b>96,45%</b>	<b>106,14%</b>
<b>Encours dette au 31/12 de l'ex./ Epargne brute hors produit de cessions (années)</b>	<b>2,22</b>	<b>2,29</b>	<b>2,93</b>	<b>4,56</b>	<b>3,63</b>	<b>4,36</b>	<b>4,70</b>
<b>Encours dette au 31/12 de l'ex./ Epargne brute hors produit de cessions (années) en ne tenant pas compte subv. Equip. &amp; Fds de concours</b>	<b>2,22</b>	<b>2,29</b>	<b>2,93</b>	<b>4,56</b>	<b>3,63</b>	<b>4,36</b>	<b>4,70</b>
<b>Encours dette au 31/12 de l'ex./ Epargne brute (années) (hors produit des cessions et produits exceptionnels (remb° par l'État TVA versée à tort par Bordeaux Métropole et soulie versée par le CG33 pour transfert voirie départementale)</b>							
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>837 991 908,11</b>	<b>884 804 447,34</b>	<b>883 383 082,17</b>	<b>952 080 998,76</b>	<b>948 332 196,24</b>	<b>973 791 184,06</b>	<b>1 090 247 829,66</b>
<b>Produits de fonctionnement (hors produit des cessions)</b>	<b>1 115 449 315,41</b>	<b>1 184 846 528,56</b>	<b>1 187 156 162,59</b>	<b>1 176 721 916,73</b>	<b>1 257 347 302,53</b>	<b>1 250 202 293,84</b>	<b>1 408 219 826,70</b>
<b>Encours dette</b>	<b>615 103 914,37</b>	<b>687 725 260,14</b>	<b>889 762 936,27</b>	<b>1 025 028 483,00</b>	<b>1 121 149 102,55</b>	<b>1 205 831 481,73</b>	<b>1 494 718 700,66</b>

# DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT MANDATÉES

de 2018 à 2023

DEPENSES DOMAINES D'ACTION	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2018 à 2023
<b>Budget Principal TTC</b>							
Cimetières	711 627,98	887 961,14	993 545,83	993 545,83	1 798 074,59	1 208 019,57	7 807 494,91
Développement économique	11 402 743,36	17 758 077,60	7 477 676,93	8 159 356,92	10 920 828,37	14 894 519,34	70 613 202,52
Enseignement	5 064 091,01	2 762 948,28	1 405 519,31	1 428 815,00	3 552 139,19	13 762 962,50	27 976 475,29
Administration générale - Moyens	44 236 695,50	49 313 248,76	44 627 300,02	60 676 517,26	57 044 375,58	72 789 677,83	328 687 814,95
Urbanisme et Habitat	75 230 261,81	82 885 173,66	95 249 222,94	93 736 578,31	76 868 630,16	126 412 073,24	550 381 940,12
Incendie et secours	1 408 444,52	968 872,05	557 603,05	303 261,84	756 226,57	539 384,11	4 533 792,14
Halles et marchés	107 490,84	152 266,95	72 604,50	2040,00	5 520,00	0,00	339 922,29
Ordures ménagères (bâtiments compris)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Assainissement pluvial	5 185 938,60	5 394 010,06	7 304 572,68	9 447 190,03	7 368 022,02	6 470 979,46	41 170 712,85
Autres transports (transports fluviaux, maritimes, aériens, ferroviaire, routiers, nationaux)	2 788 817,48	2 969 347,30	1966 056,68	1 110 616,83	4 247 512,36	18 871 353,64	31 953 704,29
Transports (Aménagements de voirie)	4 042 206,80	6 400 015,46	12 519 220,72	6 795 089,53	10 885 919,36	11 737 257,93	52 379 709,80
Voirie	117 410 523,08	104 893 471,13	88 619 191,20	105 296 536,09	113 825 297,02	106 395 979,72	636 440 998,24
Voirie (bâtiments)	448 780,65	33 397,49	7149,11	492 828,18	0,00	0,00	982 155,43
Interventions sociales - sports, jeunesse et cultures	3 469 577,93	2 604 717,11	2 767 960,46	4 694 612,15	13 127 466,90	10 304 564,28	36 968 898,83
Autres réseaux	3 966 993,21	6 618 550,66	6 244 269,86	7 262 890,64	5 582 677,14	5 089 727,03	34 765 108,54
Eau et Préservation milieu naturel	11 449 580,68	8 248 625,98	6 462 065,15	38 483 147,02	10 148 612,74	14 078 930,34	88 870 961,91
Eau industrielle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>BUDGET PRINCIPAL - TOTAL INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	<b>286 923 773,45</b>	<b>291 890 683,63</b>	<b>276 273 958,44</b>	<b>340 097 745,60</b>	<b>316 131 302,00</b>	<b>402 555 428,99</b>	<b>1913 872 892,11</b>
<b>Budgets Annexes</b>							
Déchets ménagers et assimilés (TTC)	6 567 871,40	7 756 895,64	6 697 138,27	8 361 424,89	8 125 586,56	17 049 461,90	54 558 378,66
Restaurants Administratifs (HT) et Régie	0,00	13 285,70	12 102,37	67 395,96	23 726,34	8 573,33	125 083,70
Abattoir (TTC)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Parcs de Stationnement (HT & TTC à partir du 01/04/05)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transports (HT) Réseau hors tramway	47 363 074,67	33 002 520,55	31 603 136,48	66 757 687,21	104 326 542,56	104 848 335,97	387 901 297,44
Transports (HT) T.C.S.P. puis tramway	105 718 405,50	122 379 238,36	24 995 481,92	7 523 785,71	6 371 591,09	27 756 278,38	294 744 780,96
Assainissement (TTC à partir de 1997)	29 844 025,32	21 102 290,25	20 086 929,57	29 336 599,18	28 583 460,08	16 969 452,09	145 922 756,49
Service d'assainissement non collectif (SPANC) (HT)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crématorium (TTC)	38 312,38	124 710,96	33 708,51	6 820,97	25 987,48	68 316,56	297 856,86
Service extérieur Pompes Funèbres (HT)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réseau de chaleur Hauts de Garonne (TTC)	160 739,23	37 895,61	81 131,58	1 688 594,71	3 756 452,17	374 586,15	6 099 399,45
Eau Industrielle et sa régie	89 400,00	0,00	8 925,38	0,00	74 564,08	0,00	172 889,46
Équipements fluviaux	66 596,52	192 007,73	577 592,68	479 612,01	526 080,43	1 794 978,40	3 636 867,77
<b>BUDGETS ANNEXES - TOTAL INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	<b>189 848 425,02</b>	<b>184 608 844,80</b>	<b>84 096 146,76</b>	<b>114 221 920,64</b>	<b>151 813 990,79</b>	<b>168 869 982,78</b>	<b>893 459 310,79</b>
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	<b>476 772 198,47</b>	<b>476 499 528,43</b>	<b>360 370 105,20</b>	<b>454 319 666,24</b>	<b>467 945 292,79</b>	<b>571 425 411,77</b>	<b>2 807 332 202,90</b>

DEPENSES DOMAINES D'ACTION	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2018 à 2023
Développement économique Fonds de concours	5 481 503,06	23 587 946,69	873 198,74	878 171,87	425 944,00	941 162,00	28 241 817,38
Enseignement (fonds de concours lycées, collèges, enseignement supérieur)	5 174 000,00	6 577 000,00	2 463 677,40	7 127 650,79	5 415 259,00	18 393 411,23	52 274 983,42
Administration générale - Moyens	0,00	0,00	0,00	4 281,96	6 159,00	0,00	10 521,96
Incendie et secours	43 660,18	128 771,15	299 216,73	6 127 628,72	2 496 656,57	501 757,37	12 455 052,21
Halles et marchés	0,00	0,00	66 546,00	0,00	0,00	0,00	66 546,00
Cimetières	122 356,74	94 887,87		0,00	12 121,52	0,00	524 390,79
Urbanisme et Habitat - Fonds de concours	45 991 214,50	23 616 687,90	27 284 199,67	28 250 766,63	34 916 859,13	45 316 854,65	205 021 273,34
Ordures ménagères et environnement	0,00	0,00	0,00	4 023 262,50	6 039 432,50	586 159,50	14 716 840,56
Assainissement pluvial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres réseaux (réseau métropolitain télécommunications)	98 409,78	12 500,00	12 500,00				25 000,00
Transports fluviaux, maritimes, aériens, ferroviaire et routier (nationaux)	6 849 862,32	636 968,61	3 018 123,06	771 538,56	2 304 389,13	14 601 120,31	31 087 371,52
Voirie (fonds de concours)	8 632 887,88	14 885 119,71	18 385 761,64	17 024 040,26	17 644 332,47	8 462 113,29	90 994 283,75
Voirie (bâtiments)	6 583 391,85	4 288 674,14	68 902,21	0,00	0,00	0,00	4 357 576,35
Eau & Asst, préservation milieu naturel	4 273 188,41	2 141 119,63	463 312,61	2 153 180,46	1 473 097,10	1 663 701,05	9 715 077,65
Interventions sociales - Sports, jeunesse et cultures	19 045 750,48	5 647 612,58	893 674,74	11 506 307,95	3 883 901,34	8 010 990,14	42 263 868,67
Parcs de Stationnement (HT)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transports (Budget annexe) (Tramway)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transports (Budget annexe)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL INTERVENTIONS INDIRECTES</b>	<b>102 296 225,20</b>	<b>81 617 288,28</b>	<b>53 829 112,80</b>	<b>77 866 829,70</b>	<b>74 618 151,76</b>	<b>98 477 269,54</b>	<b>491 754 603,60</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>491 619 157,73</b>	<b>558 389 486,75</b>	<b>530 328 641,23</b>	<b>438 236 934,90</b>	<b>528 937 818,00</b>	<b>669 902 681,31</b>	<b>3 299 086 806,50</b>
<b>TOTAL B.A. Tramway</b>	<b>54 848 484,85</b>	<b>105 718 405,50</b>	<b>122 379 238,36</b>	<b>24 995 481,92</b>	<b>7 523 785,71</b>	<b>27 756 278,38</b>	<b>294 744 780,96</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (Hors B.A. Tramway)</b>	<b>436 770 672,88</b>	<b>452 671 081,25</b>	<b>407 949 402,87</b>	<b>413 241 452,98</b>	<b>521 414 032,29</b>	<b>642 146 402,93</b>	<b>3 004 342 025,54</b>
<b>BUDGET PRINCIPAL Total investissements directs et indirects</b>	<b>364 517 703,39</b>	<b>368 541 061,73</b>	<b>345 719 796,43</b>	<b>354 140 788,14</b>	<b>414 715 897,36</b>	<b>501 032 698,53</b>	<b>2 405 627 495,71</b>

# DONNÉES SYNTHÉTIQUES DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE BORDEAUX MÉTROPOLE

## Tous budgets confondus - Budget principal & Budgets annexes

Article R.2313-1 du CGCT

n°	RATIOS	C.A. 2017	C.A. 2018	C.A. 2019	C.A. 2020	C.A. 2021	C.A. 2022	C.A. 2023	Mouvements réels Observations
	Population	787 107	796 273	802 350	811 377	824 449	830 284	842 622	
1	Dépenses réelles de fonctionnement	<b>1064,65</b>	<b>1111,18</b>	<b>1111,18</b>	<b>1173,41</b>	<b>1150,26</b>	<b>1172,84</b>	<b>1293,88</b>	
	Population	<u>837 991 908,11</u> 787 107	<u>884 804 447,34</u> 796 273	<u>883 383 082,17</u> 802 350	<u>952 080 998,76</u> 811 377	<u>948 332 196,24</u> 824 449	<u>973 791 184,06</u> 830 284	<u>1 090 247 829,66</u> 842 622	
2	Produit des impositions directes	<b>394,73</b>	<b>407,23</b>	<b>423,46</b>	<b>426,82</b>	<b>270,67</b>	<b>262,66</b>	<b>199,03</b>	Plaine application du nouveau régime de fiscalité depuis 2011 (CET) avec rôles supplémentaires deTP
	Population	<u>310 691 704,00</u> 787 107	<u>324 267 928,00</u> 796 273	<u>339 761 237,00</u> 802 350	<u>346 312 911,00</u> 811 377	<u>223 149 972,00</u> 824 449	<u>218 079 508,00</u> 830 284	<u>167 703 426,00</u> 842 622	
3	Recettes réelles de Fonctionnement	<b>1417,15</b>	<b>1487,99</b>	<b>1479,60</b>	<b>1450,28</b>	<b>1525,08</b>	<b>1505,75</b>	<b>1671,24</b>	Hors produits de cession (compte 775)
	Population	<u>1 115 449 315,41</u> 787 107	<u>1 184 846 528,56</u> 796 273	<u>1 187 156 162,59</u> 802 350	<u>1 176 721 916,73</u> 811 377	<u>1 257 347 302,53</u> 824 449	<u>1 250 202 293,84</u> 830 284	<u>1 408 219 826,70</u> 842 622	
4	Dépenses d'équipement brut	<b>448,78</b>	<b>544,82</b>	<b>533,20</b>	<b>390,72</b>	<b>493,92</b>	<b>501,73</b>	<b>605,79</b>	Taux d'équipement Comptes 21 et 23 (hors 20 et 204)
	Population	<u>353 235 488,50</u> 787 107	<u>433 827 429,42</u> 796 273	<u>427 814 638,61</u> 802 350	<u>317 017 603,15</u> 811 377	<u>407 211 045,65</u> 824 449	<u>416 574 339,95</u> 830 284	<u>510 454 049,43</u> 842 622	
5	Encours de la Dette au 31 décembre de l'exercice	<b>781,47</b>	<b>863,68</b>	<b>1108,95</b>	<b>1263,32</b>	<b>1359,88</b>	<b>1452,31</b>	<b>1773,89</b>	
	Population	<u>615 103 914,37</u> 787 107	<u>687 725 260,14</u> 796 273	<u>889 762 936,27</u> 802 350	<u>1 025 028 483,00</u> 811 377	<u>1 121 149 102,55</u> 824 449	<u>1 205 831 481,73</u> 830 284	<u>1 494 718 700,66</u> 842 622	
6	Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.)	<b>193,63</b>	<b>189,60</b>	<b>184,65</b>	<b>180,78</b>	<b>175,60</b>	<b>171,97</b>	<b>168,95</b>	(comptes 741124 +741126) DGF
	Population	<u>152 403 657,00</u> 787 107	<u>150 976 450,00</u> 796 273	<u>148 570 315,00</u> 802 350	<u>146 681 135,00</u> 811 377	<u>144 772 483,00</u> 824 449	<u>142 784 006,00</u> 830 284	<u>142 360 477,00</u> 842 622	
6 bis	Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.)	<b>194,77</b>	<b>189,82</b>	<b>183,88</b>	<b>180,36</b>	<b>175,75</b>	<b>170,40</b>	<b>168,63</b>	
	Population D.G.F. (Avec résidences secondaires)	<u>152 403 657,00</u> 782 465	<u>150 976 450,00</u> 795 385	<u>148 570 315,00</u> 805 708	<u>146 681 135,00</u> 813 248	<u>144 772 483,00</u> 823 759	<u>142 784 006,00</u> 837 954	<u>142 360 477,00</u> 844 225	
7	Dépenses de Personnel	<b>28,34 %</b>	<b>27,66 %</b>	<b>28,69 %</b>	<b>27,51 %</b>	<b>28,33 %</b>	<b>28,84 %</b>	<b>27,45 %</b>	
	Dépenses réelles de Fonctionnement	<u>237 477 035,45</u> 837 991 908,11	<u>244 752 122,73</u> 884 804 447,34	<u>253 403 453,79</u> 883 383 082,17	<u>261 898 719,01</u> 952 080 998,76	<u>268 633 803,72</u> 948 332 196,24	<u>280 816 446,93</u> 973 791 184,06	<u>299 295 758,56</u> 1 090 247 829,66	
8	Contributions Directes	<b>62,35 %</b>	<b>63,35 %</b>	<b>65,36 %</b>	<b>65,21 %</b>	<b>41,29 %</b>	<b>38,75 %</b>	<b>29,30 %</b>	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (*) Sur la base du Potentiel Fiscal et population figurant sur fiche D.G.F.
	Potentiel Fiscal	<u>310 691 704,00</u> 498 269 185,00	<u>324 267 928,00</u> 511 893 427,00	<u>339 761 237,00</u> 519 791 498,00	<u>346 312 911,00</u> 531 046 739,00	<u>223 149 972,00</u> 540 472 576,00	<u>218 079 508,00</u> 562 846 269,00	<u>167 703 426,00</u> 572 352 593,00	
9	Dépenses réelles de Fonctionnement + Remboursement annuel dette en Capital	<b>81,74 %</b>	<b>79,52 %</b>	<b>79,29 %</b>	<b>87,26 %</b>	<b>81,91 %</b>	<b>84,64 %</b>	<b>84,30 %</b>	Hors renégociation de dette en capital Hors produits de cession (compte 775)
	Recettes réelles de Fonctionnement	<u>911 751 764,02</u> 1 115 449 315,41	<u>942 210 701,60</u> 1 184 846 528,56	<u>941 345 405,96</u> 1 187 156 162,59	<u>1 026 815 452,01</u> 1 176 721 916,73	<u>1 029 867 502,67</u> 1 257 347 302,53	<u>1 058 108 804,92</u> 1 250 202 293,84	<u>1 187 199 517,83</u> 1 408 219 826,70	
10	Dépenses d'équipement brut	<b>31,67 %</b>	<b>36,61 %</b>	<b>36,04 %</b>	<b>26,94 %</b>	<b>32,39 %</b>	<b>33,32 %</b>	<b>36,25 %</b>	Taux d'équipement Hors produits de cession (compte 775)
	Recettes réelles de Fonctionnement	<u>353 235 488,50</u> 1 115 449 315,41	<u>433 827 429,42</u> 1 184 846 528,56	<u>427 814 638,61</u> 1 187 156 162,59	<u>317 017 603,15</u> 1 176 721 916,73	<u>407 211 045,65</u> 1 257 347 302,53	<u>416 574 339,95</u> 1 250 202 293,84	<u>510 454 049,43</u> 1 408 219 826,70	
11	Encours de la Dette au 31 décembre de l'exercice	<b>55,14 %</b>	<b>58,04 %</b>	<b>74,95 %</b>	<b>87,11 %</b>	<b>89,17 %</b>	<b>96,45 %</b>	<b>106,14 %</b>	Hors produits de cession (compte 775)
	Recettes réelles de Fonctionnement	<u>615 103 914,37</u> 1 115 449 315,41	<u>687 725 260,14</u> 1 184 846 528,56	<u>889 762 936,27</u> 1 187 156 162,59	<u>1 025 028 483,00</u> 1 176 721 916,73	<u>1 121 149 102,55</u> 1 257 347 302,53	<u>1 205 831 481,73</u> 1 250 202 293,84	<u>1 494 718 700,66</u> 1 408 219 826,70	
11 bis	Encours de la Dette au 31 décembre de l'exercice	<b>2,22</b>	<b>2,29</b>	<b>2,93</b>	<b>4,56</b>	<b>3,63</b>	<b>4,36</b>	<b>4,70</b>	Hors produits de cession (compte 775)
	Autofinancement brut	<u>615 103 914,37</u> 277 457 407,30	<u>687 725 260,14</u> 300 042 081,22	<u>889 762 936,27</u> 303 773 080,42	<u>1 025 028 483,00</u> 224 640 917,97	<u>1 121 149 102,55</u> 309 015 106,29	<u>1 205 831 481,73</u> 276 411 109,78	<u>1 494 718 700,66</u> 317 971 997,04	



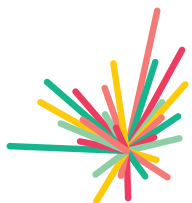
**Bordeaux Métropole**

**Réalisation**

LAPAO

**Impression**

L'ATELIER



# **BORDEAUX MÉTROPOLE**

Esplanade Charles-de-Gaulle  
33045 Bordeaux cedex

T. 05 56 99 84 84

F. 05 56 99 19 40

[bordeaux-metropole.fr](http://bordeaux-metropole.fr)